

Cléanthe

Position critique de notre Production

Solution Efficace

La Force par les Revients

PARIS

IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE CENTRALES DES CHEMINS DE FER

IMPRIMERIE CHAIX

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE TROIS MILLIONS

Rue Bergère, 20

1917

Cléanthe

Position critique de notre Production

Solution Efficace

La Force par les Revients

PARIS
IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE CENTRALES DES CHEMINS DE FER
IMPRIMERIE CHAIX
SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE TROIS MILLIONS
Rue Bergère, 20
1917

AVANT-PROPOS

La guerre est contre-temps pour les mots et les phrases, mais occasion pour articuler des faits et rechercher les forces qui doivent produire les événements en fin d'hostilités. Il n'existe plus aucune possibilité d'indifférence, et nos erreurs doivent être courtes. Il faut raisonner bien et juste.

L'étendue de cette guerre, son caractère de rapine et d'extermination, de la part de l'agresseur, ne permet l'établissement d'aucune comparaison utile entre ses conséquences et les grands conflits qui l'ont précédée. Les destructions de capitaux se comparent d'ailleurs comme suit :

Guerres de Napoléon.	1798-1815	Fr.	37.500.000.000
Guerre civile américaine	1861-1864		40.000.000.000
Guerre Franco-Allemande.	1870-1871		15.000.000.000
Guerre Sud-Africaine	1900-1902		6.250.000.000
Guerre Russo-Japonaise	1904-1905		12.500.000.000

La guerre coûte aux belligérants actuels environ 525 millions de francs par jour. Et les dépenses militaires seulement, prévues et nécessaires pour atteindre le 1^{er} août prochain, s'élèveront au montant fantastique de 379.750.000.000 de francs, dont la répartition suivante pour chaque pays :

	Francs.	Population.	Par habitant.
Grande-Bretagne.	82.500.000.000	45.981.000	1.794,2
France	70.000.000.000	39.602.000	1.767,5
Russie	58.750.000.000	133.055.000	441,5
Italie.	19.500.000.000	34.687.000	562,1
Roumanie	2.250.000.000	6.966.000	322,9
Belgique et Serbie.	8.000.000.000	10.346.000	773,2
Pour les Alliés.	241.000.000.000		
Allemagne	82.500.000.000	64.903.000	1.271,1
Autriche-Hongrie	46.250.000.000	49.409.000	936,0
Turquie et Bulgarie.	10.000.000.000	27.410.000	364,8
Alliance centrale.	138.750.000.000		
Grand total pour les bel- ligérants.	379.750.000.000		

En ajoutant à ces chiffres les dettes d'avant-guerre, nous obtiendrons le montant fixe des charges pour chacun des concurrents qui se mesureront économiquement en fin d'hostilités.

	Dette nouvelle par habitant. Francs.	Dette ancienne par habitant. Francs.	Total Francs.
France	1.767	787	2.554
Grande-Bretagne	1.794	394	2.188
Allemagne	1.271	394	1.665
Belgique	773	503	1.276
Italie	562	387	949
États-Unis	Néant.	54	54

Les commentaires sur les causes et les responsabilités de ces chiffres ne doivent pas distraire l'attention que nous devons concentrer sur leurs conséquences. Et ces conséquences, que nous ne pouvons nier, ni braver, se trouvent résumées dans l'obligation de faire un excès d'effort sur tous nos concurrents.

Gardons-nous d'être optimistes avec ignorance et de faire appel au sentiment dans les prévisions de notre avenir. C'est la meilleure qualité de l'outillage, la moindre dette et le plus grand courage qui constitueront les vraies possibilités de crédit et de prestige pour tous les compétiteurs au lendemain de la guerre.

Hé oui, nous sommes aux plus hauts degrés pour la dette à amortir et les dommages à réparer. Aux plus bas échelons encore pour l'excellence de l'outillage, comme il sera démontré plus loin. Mais notre patrimoine métropolitain et colonial est tout plein de ressources, et l'énergie non moins abondante dans notre démocratie. Les trois quarts de nos hommes distingués ne sont-ils pas sortis de la classe pauvre ?

L'inégalité des moyens mécaniques et nos charges financières ne seront rien si nous voulons organiser les possibilités d'exploiter nos richesses naturelles et allumer tous les courages. Écoutons les faits, les preuves, et non plus les phrases. Tenons les portes ouvertes à l'énergie, et plantons des hommes nouveaux. Des hommes qui prendront hardiment l'initiative et les responsabilités. Décidons donc que la vigueur, la décision et la volonté doivent être en avant, que les satisfaits se rangeront à l'arrière, et nous pourrons tout oser, tout réussir.

Janvier 1917.

L'EXPORTATION Pour la vente des Idées Pour la vente des Salaires

Par l'exemple de notre ennemi, la guerre vient de nous démontrer (à nos propres dépens) que l'exportation est non seulement une nécessité pour créer le prestige et assurer des profits en temps de paix ; mais qu'elle est non moins indispensable pour les périodes d'hostilités par le renfort de la puissance de son outillage mis au service de la défense nationale. L'exportation est une force pour la paix et aussi pour la guerre.

EXPORTATION

Millions de francs.

ANNÉES	GRANDE-BRETAGNE	ALLEMAGNE	FRANCE	BELGIQUE	ITALIE
1874 . .	7.516	2.928	3.701	1.114	0.978
1880 . .	7.231	3.654	3.467	1.216	1.103
1892 . .	7.362	3.692	3.460	1.369	0.958
1897 . .	7.428	4.543	3.598	1.626	1.091
1900 . .	18.948	5.764	4.108	1.922	1.338
1905 . .	10.291	7.164	4.866	2.333	1.705
1907 . .	13.079	8.556	5.596	2.848	1.948
1908 . .	11.531	7.998	5.050	2.506	1.729
1912 . .	15.132	11.110	6.712	3.775	2.396

Ces chiffres, extraits de l'*Annuaire statistique* (officiel), représentent très approximativement le résultat de l'effort, pour la Grande-Bretagne, contre la concurrence, puisque ses colonies sont ouvertes à tous les compétiteurs. Il en est quasiment de même pour l'Allemagne et la Belgique, qui ne possédaient que peu ou point de colonies, pouvant être considérées d'importance appréciable au point de vue Exportation. Comme indication, en voici d'ailleurs le montant pour l'Allemagne en 1911 :

		Millions de francs.
Est-Africain	Exportation.	47.3
Cameroun	—	11.6
Togo	—	2.7
Sud-Ouest Africain	—	25.8
Mer du Sud	—	1.8
Kiantschou	—	2.6
		<u>61.8</u>

Mais, pour la France, ces chiffres de l'*Annuaire statistique* comprennent son commerce avec ses colonies, qui sont protégées elles-mêmes comme la Métropole ?

Donc, pour permettre l'utilité d'une comparaison rationnelle entre le montant de nos exportations, et celles des pays qui nous dominent par un plus grand effort, il importe de considérer nos chiffres suivant leurs destinations, si nous voulons connaître notre propre énergie avec exactitude. Ne doit-il pas être entendu, par exemple, que nos expéditions pour l'Algérie et Madagascar, que nous considérons comme exportation, ne sont autres affaires que celles que nous traitons avec les Bouches-du-Rhône ou la Corse, puisque nous y sommes également protégés par des droits de douane contre la concurrence étrangère ? Nous n'y éprouvons aucune compétition, aucune obligation de nous mesurer à armes égales avec les productions d'autres pays.

En prenant l'une des dernières années, 1912 par exemple, année qui n'a pu être influencée par l'approche de la guerre, et en défalquant de son montant les exportations aux colonies, placées sous régime protecteur, qui se sont élevées à environ 847 millions de francs, on obtient le total réel de nos exportations pouvant être opposé à parité d'efforts avec nos concurrents :

Soit : Fr. 6.712.000.000 — 847.000.000
ou Exportation réelle 5.846.000.000 francs.

L'exportation n'est pas infailliblement un signe de prospérité immédiate, certes ; mais elle est à coup sûr l'indice d'une force, qui produira obligatoirement des résultats plus ou moins rapprochés. C'est donc pour connaître l'étendue de cette force avec sincérité, que nos exportations sous régime protecteur ont été déduites du montant de chaque exercice et que ce dernier total a été ramené aux unités de population et de superficie moyenne pour chaque habitant des pays exportateurs, comme suit :

EXPORTATION

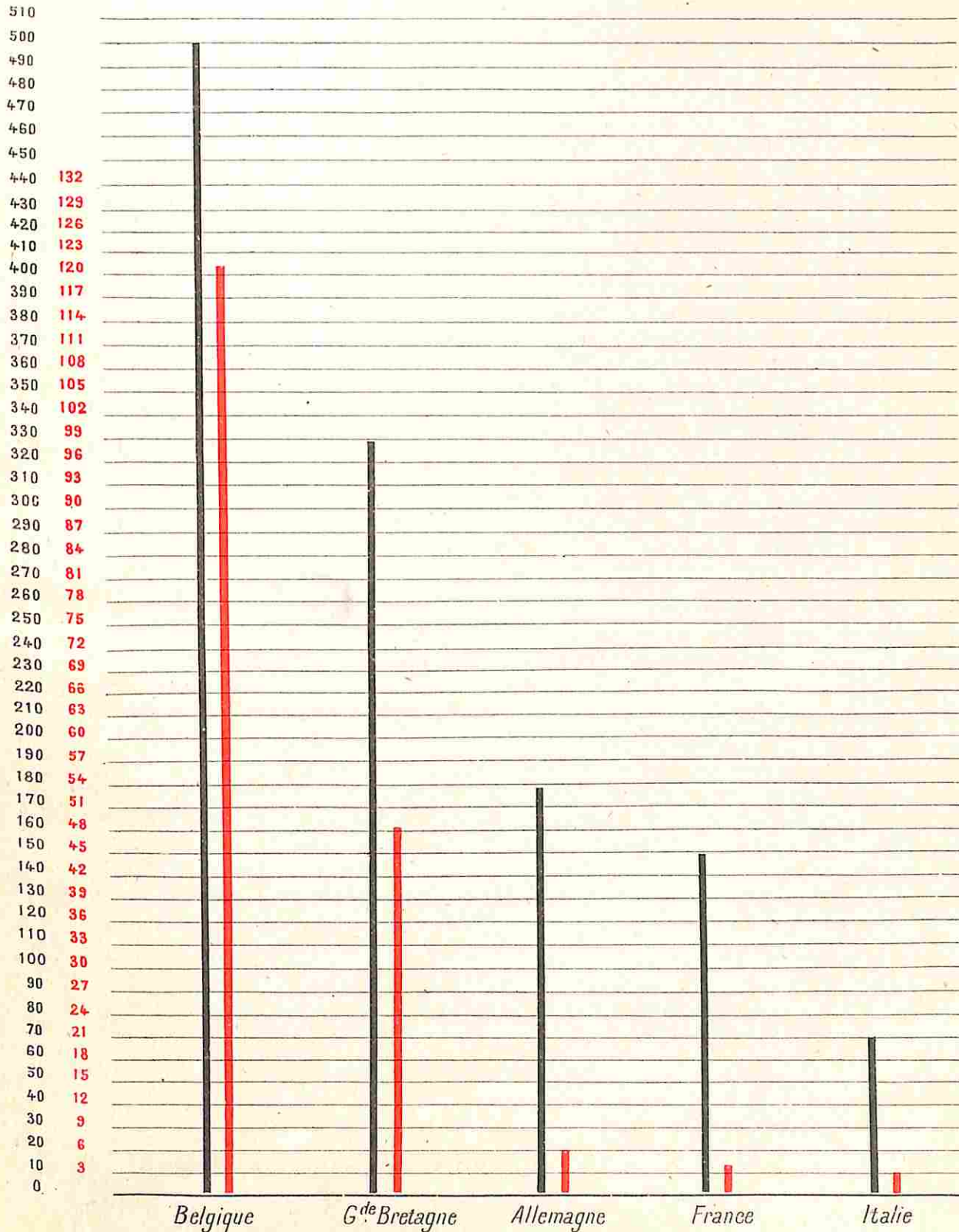
ANNÉES		MILLIONS de FRANCS	POPULATION	PAR HABITANT	PAR UNITÉ SUPERFICIELLE de la moyenne de l'habitant
1912	Belgique	3.775	7.424.000	508.50	121.7
»	Grande-Bretagne	15.132	43.981.000	329.09	48.0
»	Allemagne	11.110	64.903.000	171.17	20.5
»	France	5.864	39.602.000	148.07	10.9
»	Italie	2.376	34.687.000	69,00	8.3

Notre activité au dehors, c'est-à-dire notre propre valeur établie à parité de condition avec nos concurrents, se trouve ainsi fixée par un chiffre, un chiffre dont nous avons quelque peu à rougir, puisque le montant stationnaire de notre population se trouve être un avantage dans son établissement. Ce chiffre-là représente donc le classement

1912

Exportation par habitant

Exportation par unité superficielle



exact de notre force, parmi celles de nos adversaires d'hier et de demain. C'est un fait. Un fait qui sera aggravé par la guerre, parce que nous aurons été les plus éprouvés, et qui ne peut être amélioré que par notre propre volonté. Car il paraît bien difficile d'envisager les conditions du règlement du conflit autrement que basées sur l'équité des pertes et des dommages subis par chacun des belligérants. Et même au mieux, quelles que puissent être les conditions imposées aux ennemis par la commune victoire, nous ne pouvons espérer qu'une égale proportion dans les avantages pouvant résulter des conditions de paix.

Ne comptons, tout d'abord, que sur nous-mêmes, et ne supposons pas de meilleures conclusions à cette guerre que le rétablissement aussi rapproché que possible de notre propre classement d'avant les hostilités vis-à-vis de nos alliés. Nous disons bien notre classement d'avant-guerre à parité des dommages supportés par chacun des alliés. Et cela quelles que puissent être les conditions imposées aux vaincus.

Nous étions en position d'infériorité avant la guerre, comme nous allons le démontrer, et pour des causes que nous expliquerons également. Et comme ces causes dépendent entièrement de notre propre volonté, il serait contraire à tout bon sens d'en espérer le redressement par le hasard d'une agression dont nous avons été victimes. Donc, acceptons franchement l'examen de notre mauvais classement dans l'échelle des efforts de nos concurrents et employons-nous au mieux pour en dégager la cause dominante avec clarté et précision. C'est le moyen sûr d'en trouver le remède qu'il importe d'appliquer avec la plus grande énergie. Le temps sera plus court après la guerre pour ceux qui n'auront pas songé à la répercussion des effets d'une catastrophe aussi considérable. Et ces effets augmenteront l'étendue des forces ou des faiblesses des uns et des autres alliés. Ils ne peuvent, en aucun cas, corriger l'origine des causes de force ou de faiblesse, ne l'oublions pas.

Devant notre classement désagréable, nous nous serions empressés, sans doute, d'en rejeter la cause sur le monarque, si nous avions été sous un régime autoritaire quelconque ? Mais nous sommes sous un régime démocratique. Nous ne pouvons donc pas incriminer les représentants que nous avons nommés pour nous gouverner, puisque le mandat de chacun d'eux est limité ? La faute n'aurait d'ailleurs été possible que pour un temps très court. Et nous allons constater qu'elle a persisté pendant près d'un demi-siècle. Et puis, n'avons-nous pas décrété la liberté de tout dire dans la presse. Il est vrai qu'une bonne partie de notre presse suit le courant de l'esprit public en France au lieu de l'instruire et de le guider, comme il en est partout ailleurs. Et cela encore ne nous fait point honneur. Nous encourageons ainsi la médiocrité dans nos feuilles parce que nous aimons à être flattés et non pas instruits. Si nous demandions à nos journaux de la documentation, de l'utile, ils seraient moins empressés et ardents à boursoufler le piquant et l'agréable dont nous nous contentons.

Il en est de même avec nos représentants, les puissants de notre démocratie. Si nous demandions simplement la qualité à leurs services et non pas le dévouement d'un domestique. Et si nous pouvions cesser de gémir pour la flatterie et de soupirer pour les faveurs, notre position aurait été plus brillante. Elle serait plus forte en face des concurrents pour le lendemain de la guerre.

Mais, au contraire, nous avons poussé l'excès de notre désir jusqu'à engendrer la

protection des puissants en politique pour la réussite en affaires. Et, malgré le vif sentiment d'égalité qui est au fond de notre race, nous avons provoqué et même organisé l'injustice dans le jeu de la compétition normale des mérites et des volontés. Les circonstances actuelles nous permettent d'en contrôler l'étendue dans de nombreux exemples: Chacun de nous peut chercher actuellement autour de ceux qui moissonnent les profits exceptionnels de la guerre; et, à de rares exceptions près et en dehors des grands outillages constitués qui s'imposaient, il sera facile de découvrir que la cause occasionnelle et la possibilité de ces profits est due à la faveur d'un puissant de la démocratie.

Le plus grand nombre des nôtres ne s'abaissent pas ainsi à solliciter, et comptent davantage sur eux-mêmes, dira-t-on. Ces humiliants marchandages ne sont qu'exceptions. Soit, mais nous faisons tous publiquement estime et confiance à ceux qui sollicitent et à ceux qui donnent à notre propre détriment. Et cela est contraire à l'émulation parmi les hommes qui ont de la qualité. Ce sont pourtant ces derniers qui tiennent la clef de la force nécessaire pour faire les bons chiffres aux résultats généraux et particuliers. Et nous prétendons être démocrates en méconnaissant ainsi le principe essentiel de la démocratie qui est l'organisation de la personnalité.

Donc, notre manière de comprendre le régime auquel nous tenons avec raison par dessus tout, et notre parti pris de détester, de comprimer ceux qui osent et qui s'avancent pour prendre des responsabilités, ont organisé la culture intensive de l'indolence et de la médiocrité. C'est un fait que nous reconnaissons d'ailleurs très volontiers. Et il est grave. C'est insuffisant de reconnaître une erreur et de persister à croire que tout ira de soi en matières économiques. Le moment est critique et nous conseille vivement de nous occuper tous de la prospérité générale, si nous voulons créer les possibilités de réussites pour chacun de nous. Il sera désastreux, sachons-le bien, si nous persistons à juger les choses sur les apparences et les hommes par leurs promesses, au lieu d'examiner les résultats de leurs gestions. L'urgence de l'initiative doit nous frapper; car c'est bien l'insuffisance de notre activité qui a permis la conception populaire d'une attaque chez notre grossier ennemi. C'est notre domaine colonial si magnifique, mais quasiment inexploité, et qui est vaste comme dix-huit fois l'étendue de son propre pays, qui l'a tenté et hypnotisé même jusqu'à l'agression.

Et malgré notre bravoure et tout notre courage à la résistance, nous aurions pu succomber si nous n'avions eu le concours d'autres plus riches que nous. Plus riches: parce qu'ils ont organisé les ressources de leur domaine colonial et mieux exploité la qualité des leurs. Nous avons eu, et nous avons sans doute encore autant de qualité parmi les nôtres qu'en aucun autre pays. Mais le sentiment d'organiser cette toute première richesse pour en tirer prestige et profit, nous fait complètement défaut. Nous recherchons bien et payons très cher un cheval de race ou une machine à grand rendement; mais la valeur de l'homme, sa qualité, qui peut provoquer encore un excès dans la supériorité de l'un et multiplier la puissance de l'autre n'est pas recherchée chez nous; ni même tolérée dans certains cas. Aussi, les idées et les découvertes de nos grandes intelligences sont-elles ramassées gratuitement par les étrangers, et mises en application pour leur profit exclusif! La puissance des moyens personnels, grande ou petite, est nécessairement rare et réservée. Il faut l'attirer et la bien accueillir; puis

l'encourager par devoir et l'organiser par intérêt au lieu de l'ignorer par système, comme le fait si bien l'inertie, qui gouverne notre action dans tous les domaines. Organiser la qualité de l'homme : c'est ce qu'ont fait tous nos voisins, pendant que nos éloquents parleurs assuraient le règne de l'indolence par la division, pour en être les rois.

C'est cette indolence qui organise le silence contre tous ceux qui font appel à la raison, au courage, à la nécessité d'agir. Le clairvoyant et courageux Lysis a pu dénoncer à temps le péril de l'inertie des banques, qui nous a exposés à quelques pouces du naufrage. Pas une voix ne s'est élevée pour rechercher les causes du danger qu'il dénonçait si crânement et avec tant d'indifférence et de mépris pour la surenchère des gros sourires qui lui furent proposés. Aujourd'hui encore, avec l'autorité de son jugement très sûr et la précision de son langage très clair, il dirige nos doigts sur la faiblesse de notre organisation du travail, et l'urgence de l'effort. Nous voyons pourtant bien que d'autres ont fait plus vite et mieux; mais nous n'en comprenons pas encore la raison. Et pourquoi?... parce que l'indolence est organisée et forte; et qu'elle ne permet aucun trouble pour les fausses raisons de son optimisme, ni aucun réveil pour le courage dont elle serait sûrement victime. C'est la dictature de l'inertie.

Nous n'ignorons pas la force des cadres de cette dictature de l'inertie, et sa résistance aux meilleurs arguments de la plus saine raison. Aussi, n'avons-nous aucune intention de fournir aux mille bouches prêtes à prendre sa défense, le moindre prétexte à discussion stérile comme elle sait le faire au plus grand dam de ceux qui en sont les victimes.

Nous disons que notre activité au dehors, c'est-à-dire le résultat des efforts de ceux qui détiennent les moyens d'action et la puissance pour les mettre en mouvement, est inférieur à ceux de leurs collègues Belges, Anglais et Allemands. C'est un fait prouvé par les chiffres.

Quelles que soient donc les causes de ce fait, qui est désagréable pour nous tous, et dont nous partageons la responsabilité en commun, elles ne peuvent influencer sur l'obligation de conclure ou à l'infériorité de la qualité de ceux qui détiennent les moyens et la puissance; ou à l'inertie de cette qualité si elle est équivalente à celle des concurrents montrant de meilleurs chiffres.

Les raisons de cette infériorité mises en avant par la dictature de l'inertie pour son excuse, et développées bénévolement par tant de bons esprits, qui en ignorent la cause dominante, peuvent se résumer en quatre chefs principaux :

Excès de politique;
Pas de marine marchande;
Pas de crédit à l'exportation;
Mauvais transports.

Excès de politique. — Nous venons de démontrer, et tout le monde comprend que les pouvoirs publics sont nommés par les représentants des électeurs et qu'ils en assurent le contrôle. Que les électeurs eux-mêmes subissent l'influence de ceux qui disposent des moyens et de la puissance dont ils dépendent. Il n'en peut être autre-

ment sous peine d'en conclure que le prestige de ces derniers est nul. Et s'il n'existe aucun prestige, c'est qu'il n'y a aucune qualité. Donc...

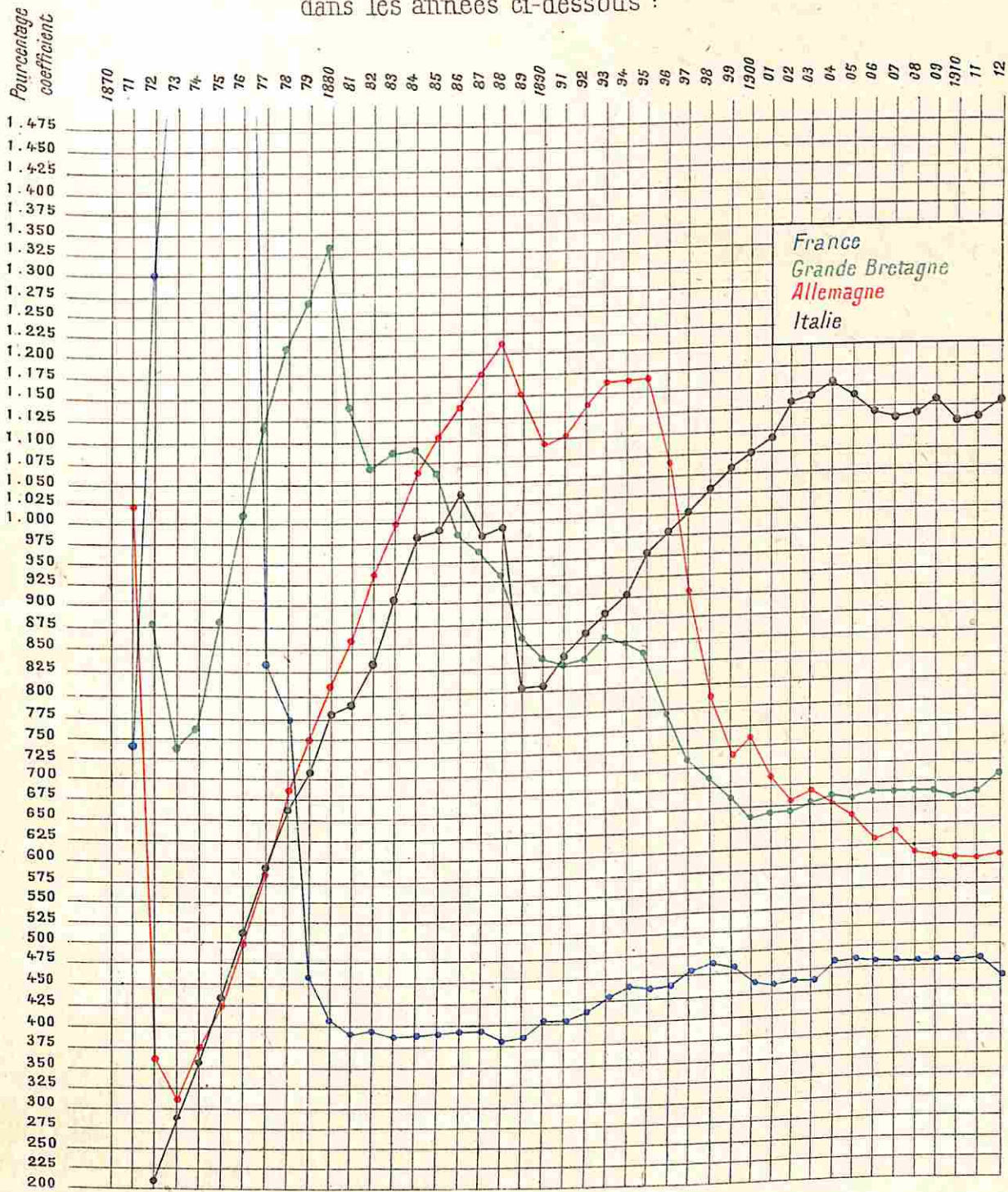
Pas de marine marchande, pas de crédit à l'exportation, mauvais transports? Tout cela s'organise avec la qualité des hommes, avec de l'argent; et surtout par ceux qui sont intéressés au bon fonctionnement des uns et des autres. Si nous pouvons démontrer que les capitaux ont été offerts chez nous en abondance à tous moments; si même ce montant de capitaux, par chaque habitant, a été supérieur en France aux autres concurrents qui ont obtenu des résultats supérieurs, nous nous trouverons encore dans l'obligation de conclure à l'insuffisance, à l'infériorité de la qualité? Voyons les chiffres en détail.

Ces chiffres figurés aux tableaux suivants, donnent le montant des capitaux engagés progressivement en outillage industriel, transport et crédit, depuis 1872, dans les pays gros exportateurs du continent. Puis en regard, et progressivement de même, le rendement en exportation.

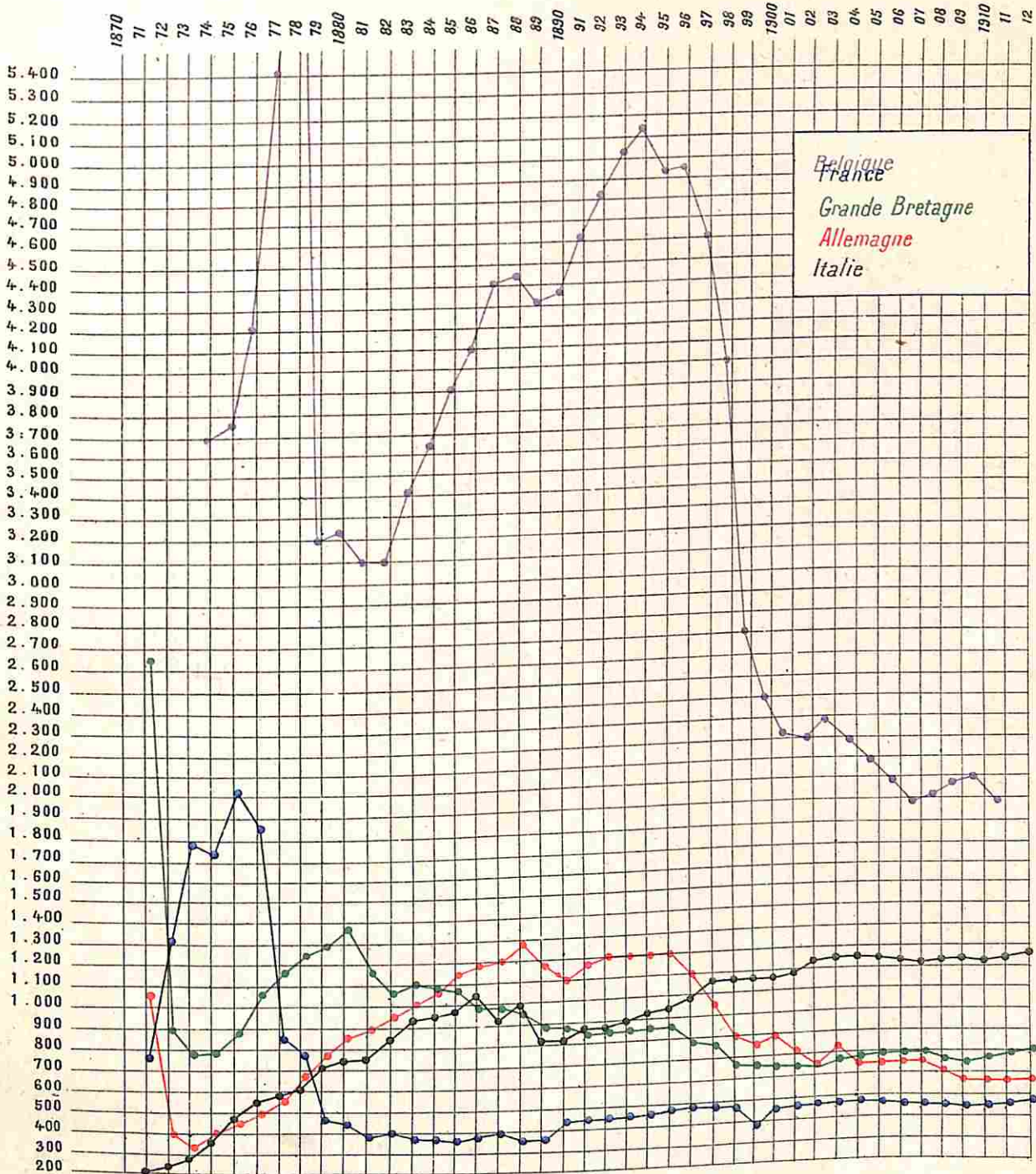
Le pourcentage extrait entre le montant des capitaux engagés par habitant et le chiffre d'exportation produit par ce même habitant donne nécessairement le coefficient de l'effort, pour chacun des grands concurrents continentaux.

Les capitaux engagés s'entendent seulement pour les Sociétés par actions et autres; à l'exclusion des entreprises particulières, dont l'importance est certainement plus grande en France, que chez ses voisins. Notre propre coefficient d'effort s'en trouvera avantagé par le fait que nous avons moins développé les Sociétés à capitaux publics, comme indiqué plus loin d'ailleurs.

Rendement en Exportation des capitaux émis dans les années ci-dessous :



Supériorité de la Belgique



BELGIQUE

ANNÉES	CAPITAUX ENGAGÉS					EXPORTATION			RENDEMENT DE L'EFFORT de l'habitant par 0/0 francs de ses capitaux engagés
	MILLIONS DE FRANCS			MILLIERS	FRANCS	MILLIONS DE FRANCS		FRANCS	
	ÉTABLISSEMENTS de CRÉDIT	TRANSPORTS et INDUSTRIES	TOTAL PROGRESSIF	POPULATION	PAR HABITANT	PAR ANNÉE	TOTAL PROGRESSIF	PAR HABITANT	
1871	»	»	»	4.828	»	»	»	»	»
1872	»	»	»	»	»	»	»	»	»
1873	»	»	»	»	»	»	»	»	»
1874	20,0	10,5	30,5	»	6,2	1.114,6	1.114,6	230,8	3.722
1875	»	28,4	58,9	»	12,1	1.401,8	2.216,4	459,0	3.793
1876	»	18,7	77,6	5.520	14,0	1.063,8	3.280,2	594,2	4.244
1877	»	3,5	81,1	»	14,6	1.081,9	4.362,1	790,2	5.412
1878	»	9,7	90,8	»	16,4	1.112,4	5.474,5	991,7	6.046
1879	96,0	17,9	204,7	»	37,0	1.190,4	6.664,9	1.207,4	3.263
1880	0,6	36,0	241,3	»	43,7	1.216,7	7.881,6	1.427,8	3.267
1881	19,0	31,8	292,1	»	52,9	1.302,7	9.184,3	1.663,8	3.145
1882	1,3	41,5	334,9	»	60,6	1.325,9	10.510,2	1.904,0	3.141
1883	»	11,6	346,5	»	62,7	1.343,1	11.853,3	2.147,3	3.424
1884	7,5	3,1	357,1	»	64,6	1.337,5	13.190,8	2.389,6	3.699
1885	»	6,6	363,7	»	65,8	1.200,0	14.390,8	2.607,0	3.962
1886	»	9,9	373,6	6.069	61,5	1.182,0	15.572,8	2.565,9	4.172
1887	»	8,3	381,9	»	62,9	1.240,6	16.813,4	2.770,3	4.404
1888	1,0	23,0	403,9	»	66,8	1.243,7	18.057,1	2.973,3	4.454
1889	»	43,4	451,3	»	74,3	1.458,5	19.515,6	3.215,6	4.327
1890	3,0	22,3	476,6	»	78,5	1.437,0	20.952,6	3.452,3	4.397
1891	»	11,2	487,8	»	80,3	1.519,0	22.471,6	3.702,6	4.610
1892	»	2,1	489,9	»	80,7	1.369,4	23.841,0	3.928,3	4.867
1893	»	5,0	494,9	»	81,5	1.355,9	25.196,9	4.151,7	5.094
1894	1,7	19,5	516,1	»	85,0	1.303,7	26.500,6	4.366,5	5.137
1895	29,3	22,5	567,9	»	93,5	1.385,4	27.886,0	4.594,8	4.914
1896	0,4	26,1	594,4	6.694	88,7	1.467,9	29.353,9	4.385,1	4.943
1897	14,1	57,5	666,0	»	99,4	1.626,4	30.980,3	4.628,0	4.655
1898	18,8	127,3	812,1	»	121,3	1.787,0	32.767,3	4.895,0	4.035
1899	78,0	385,0	1.275,1	»	190,4	1.949,3	34.716,6	5.186,2	2.723
1900	31,5	192,8	1.499,4	»	223,9	1.922,9	36.639,5	5.473,4	2.444
1901	19,8	158,1	1.677,3	»	250,5	1.828,2	38.467,7	5.746,5	2.294
1902	27,2	100,0	1.804,5	»	269,5	1.925,5	40.393,2	6.034,2	2.239
1903	4,6	31,4	1.840,5	»	274,9	2.110,3	42.503,5	6.349,4	2.309
1904	6,6	135,0	1.982,1	»	296,1	2.183,3	44.686,8	6.675,6	2.254
1905	29,2	162,3	2.173,6	»	324,7	2.333,7	47.020,5	7.024,2	2.163
1906	73,4	223,4	2.470,4	7.424	332,7	2.793,8	49.814,3	6.709,9	2.016
1907	30,6	183,1	2.684,1	»	361,5	2.848,1	52.662,4	7.093,5	1.962
1908	6,1	72,6	2.762,8	»	372,1	2.506,4	53.168,8	7.431,1	1.997
1909	20,0	113,0	2.895,8	»	390,0	2.809,7	57.978,5	7.809,6	2.002
1910	»	98,5	2.994,3	»	403,0	3.407,4	61.385,9	8.268,5	2.051
1911	79,7	241,5	3.315,5	»	446,5	3.580,4	64.966,3	8.750,8	1.959
1912	45,0	312,0	3.672,5	»	494,6	»	»	»	»
	664,4	3.008,1				64.966,3			

D'après le *Moniteur des Intérêts Matériels*, pour les capitaux engagés, et l'*Annuaire Statistique*, pour l'exportation.

GRANDE-BRETAGNE

ANNÉES	CAPITAUX ENGAGÉS					EXPORTATION			RENDEMENT DE L'EFFORT de l'habitant par 0/0 francs de ses capitaux engagés
	MILLIONS DE FRANCS			MILLIERS	FRANCS	MILLIONS DE FRANCS		FRANCS	
	ÉTABLISSEMENTS de CRÉDIT	TRANSPORTS et INDUSTRIES	TOTAL PROGRESSIF	POPULATION	PAR HABITANT	PAR ANNÉE	TOTAL PROGRESSIF	PAR HABITANT	
1871	»	273,3	273,3	32.006	8,5	7.158,3	7.158,3	223,6	»
1872	229,0	1.209,0	1.711,3	»	53,4	7.941,1	15.099,4	471,7	883
1873	288,4	1.111,0	3.110,7	»	97,1	7.852,7	22.952,1	717,1	738
1874	100,0	744,2	3.954,9	»	123,5	7.516,9	30.469,0	951,9	770
1875	12,8	301,0	4.268,7	»	133,3	7.110,4	37.579,4	1.174,1	880
1876	»	118,4	4.387,1	35.409	123,8	6.484,2	44.063,6	1.244,4	1.005
1877	»	106,1	4.493,2	»	126,8	6.370,5	50.434,1	1.424,3	1.123
1878	43,7	122,8	4.659,7	»	131,5	6.198,8	56.632,9	1.599,3	1.216
1879	12,5	310,9	4.983,1	»	140,7	6.282,2	62.915,1	1.776,8	1.262
1880	50,0	208,9	5.242,0	»	148,0	7.231,6	70.146,7	1.980,8	1.338
1881	208,8	1.328,0	6.778,8	»	191,4	7.501,7	77.648,4	2.192,9	1.145
1882	46,2	1.125,7	7.950,7	»	224,5	7.744,1	85.392,5	2.411,6	1.074
1883	»	526,4	8.477,1	»	239,4	7.711,3	93.103,8	2.629,3	1.098
1884	67,5	743,0	9.287,6	»	262,2	7.471,4	100.575,2	2.840,3	1.083
1885	21,8	805,1	10.114,5	»	285,6	6.855,3	107.430,5	3.033,9	1.062
1886	10,5	1.521,2	11.646,2	38.290	304,1	6.789,7	114.220,2	2.983,0	980
1887	21,8	805,1	12.473,1	»	325,7	7.100,3	121.320,5	3.168,4	972
1888	59,8	1.250,0	13.782,9	»	359,9	7.537,1	128.857,6	3.365,3	935
1889	85,4	2.009,0	15.877,3	»	414,6	7.968,9	136.826,5	3.573,4	861
1890	100,3	1.430,0	17.407,6	»	454,6	8.287,0	145.113,5	3.789,8	833
1891	72,3	1.017,0	18.496,9	»	483,0	7.804,7	152.918,2	3.993,6	826
1892	44,5	703,5	19.244,9	»	502,6	7.362,9	160.281,1	4.185,9	832
1893	2,5	385,7	19.633,1	»	512,7	6.996,7	167.277,8	4.368,7	852
1894	123,5	730,0	20.486,6	»	535,0	6.913,4	174.191,2	4.549,2	850
1895	70,0	1.036,0	21.592,6	»	563,9	7.216,4	181.407,6	4.737,7	840
1896	79,3	2.707,0	24.378,9	42.191	577,8	7.484,1	188.891,7	4.477,0	774
1897	32,7	2.822,2	27.233,8	»	645,4	7.428,5	196.320,2	4.653,1	720
1898	36,4	2.217,7	29.487,9	»	698,9	7.423,5	203.743,7	4.829,0	690
1899	205,6	2.152,4	31.845,9	»	754,8	8.319,8	212.063,5	5.026,2	665
1900	139,3	2.160,0	34.145,2	»	809,3	8.948,6	221.012,1	5.238,3	647
1901	45,8	1.219,0	35.410,0	»	839,2	8.784,4	229.796,5	5.446,5	649
1902	99,4	1.239,0	36.748,4	»	871,0	8.817,3	238.613,8	5.655,5	649
1903	188,0	1.027,0	37.963,4	»	899,7	9.100,1	247.713,9	5.871,2	652
1904	117,0	991,5	39.071,9	»	926,0	9.367,7	257.081,6	6.093,2	657
1905	188,3	1.388,0	40.648,2	»	963,4	10.291,9	267.373,5	6.337,2	657
1906	303,0	1.243,0	42.194,2	45.981	917,6	11.632,6	279.006,1	6.067,8	661
1907	294,8	1.350,0	43.839,0	»	953,4	13.079,5	292.085,6	6.352,3	666
1908	700,9	946,4	45.486,3	»	989,2	11.531,6	303.617,2	6.603,1	667
1909	910,4	837,7	47.234,4	»	1.027,2	11.854,8	315.472,0	6.860,9	667
1910	161,2	2.380,0	49.775,6	»	1.082,5	13.486,0	328.958,0	7.154,2	660
1911	333,4	1.295,0	51.404,0	»	1.117,9	14.061,7	343.019,7	7.460,0	667
1912	350,0	796,5	52.550,5	»	1.142,8	15.132,3	358.152,0	7.789,1	681
	5.856,8	46.693,7				358.152			

D'après le *Moniteur des Intérêts Matériels*, pour les capitaux engagés, et l'*Annuaire Statistique*, pour l'exportation.

ALLEMAGNE

ANNÉES	CAPITAUX ENGAGÉS					EXPORTATION			RENDEMENT DE L'EFFORT de l'habitant par 0/0 francs de ses capitaux engagés
	MILLIONS DE FRANCS			MILLIERS	FRANCS	MILLIONS DE FRANCS		FRANCS	
	ÉTABLISSEMENTS de CRÉDIT	TRANSPORTS et INDUSTRIES	TOTAL PROGRESSIF	POPULATION	PAR HABITANT	PAR ANNÉE	TOTAL PROGRESSIF	PAR HABITANT	
1871	»	284,5	284	40.818	6,9	2.875,0	2.875,0	70,4	0.000
1872	432,4	913,1	1.630,0	»	39,9	2.897,2	5.772,2	141,4	354
1873	890,3	319,0	2.839,3	»	69,5	2.847,1	8.619,3	211,1	303
1874	61,1	205,9	3.106,3	»	76,1	2.928,0	11.547,3	282,8	371
1875	296,2	72,9	3.475,4	»	85,1	3.114,7	14.662,0	359,2	422
1876	24,0	120,2	3.619,6	45.234	80,0	3.182,1	17.844,1	394,4	493
1877	3,7	49,5	3.672,8	»	81,1	3.450,5	21.294,6	470,7	580
1878	»	8,5	3.681,3	»	81,3	3.606,3	24.900,9	550,4	676
1879	37,8	118,0	3.837,1	»	84,8	3.468,2	28.369,1	627,1	739
1880	61,4	54,1	3.952,6	»	87,3	3.654,2	32.023,3	707,9	810
1881	99,7	92,8	4.145,1	»	91,6	3.786,0	35.809,3	791,6	864
1882	51,2	73,6	4.269,9	»	94,3	4.030,1	39.839,4	880,7	933
1883	50,4	88,0	4.408,3	»	97,4	4.074,2	43.913,6	970,8	996
1884	3,7	80,8	4.492,8	»	99,3	3.987,5	47.901,1	1.038,9	1.066
1885	78,5	110,0	4.681,3	»	103,4	3.569,6	51.470,7	1.137,8	1.100
1886	42,3	115,8	4.839,4	49.428	97,9	3.717,8	55.188,5	1.116,5	1.140
1887	78,5	110,0	5.027,9	»	101,7	3.921,1	59.109,6	1.195,8	1.175
1888	69,4	114,1	5.211,4	»	105,4	4.009,1	63.118,7	1.276,9	1.211
1889	139,8	500,0	5.851,2	»	118,3	3.956,0	67.074,7	1.357,0	1.147
1890	384,7	264,0	6.499,9	»	131,5	4.158,1	71.232,8	1.441,1	1.095
1891	90,6	243,0	6.833,5	»	138,2	3.969,3	75.202,1	1.521,4	1.100
1892	16,2	50,2	6.899,9	»	139,5	3.692,6	78.894,7	1.596,1	1.144
1893	120,4	111,9	7.132,2	»	144,2	3.865,1	82.759,8	1.674,3	1.161
1894	124,2	129,9	7.386,3	»	149,4	3.701,7	86.461,5	1.749,2	1.170
1895	144,5	195,8	7.726,6	»	156,3	4.147,3	90.608,8	1.833,1	1.172
1896	394,7	844,6	8.965,9	56.367	159,0	4.406,3	95.015,1	1.685,6	1.060
1897	429,1	1.469,6	10.864,6	»	192,7	4.543,7	99.538,8	1.766,2	916
1898	1.121,5	1.377,5	13.363,6	»	237,0	4.695,7	104.254,5	1.849,5	780
1898	619,2	1.169,9	15.152,7	»	268,8	5.258,7	109.513,2	1.942,8	722
1900	479,3	975,0	16.607,0	»	276,8	5.764,2	115.277,4	2.045,1	738
1901	491,4	714,8	17.813,2	»	316,0	5.539,2	120.816,6	2.143,3	678
1902	541,8	410,5	18.765,5	»	339,3	5.847,2	126.663,8	2.247,1	662
1903	571,3	584,5	19.921,3	»	353,4	6.268,2	132.932,0	2.358,3	667
1904	826,1	669,6	21.417,0	»	379,9	6.528,2	139.460,2	2.474,1	651
1905	865,1	1.043,0	23.325,1	»	413,8	7.164,5	146.624,7	2.601,2	628
1906	775,1	1.155,0	25.255,2	64.903	389,1	7.948,7	154.573,4	2.381,6	612
1907	409,3	522,3	26.186,8	»	403,4	8.556,5	163.129,9	2.513,4	623
1908	103,1	2.434,0	28.723,9	»	442,5	7.998,2	171.128,1	2.636,6	595
1909	186,1	1.565,0	30.475,0	»	469,5	8.242,7	179.370,8	2.763,6	588
1910	863,0	871,3	32.209,3	»	496,2	9.343,3	188.714,1	2.907,6	585
1911	1.010,0	932,5	34.151,8	»	526,1	10.132,6	198.846,7	3.063,7	582
1912	511,0	1.456,0	36.118,8	»	554,8	11.110,7	209.957,4	3.234,9	583
	13.498,1	22.620,7				209.957,4			

D'après le *Moniteur des Intérêts Matériels*, pour les capitaux engagés, et l'*Annuaire Statistique*, pour l'exportation.

FRANCE

ANNÉES	CAPITAUX ENGAGÉS					EXPORTATION			RENDEMENT DE L'EFFORT de l'habitant par 0/0 francs de ses capitaux engagés
	MILLIONS DE FRANCS			MILLIERS	FRANCS	MILLIONS DE FRANCS		FRANCS	
	ÉTABLISSEMENTS de CRÉDIT	TRANSPORTS et INDUSTRIES	TOTAL PROGRESSIF	POPULATION	PAR HABITANT	PAR ANNÉE	TOTAL PROGRESSIF	PAR HABITANT	
1871	»	7,2	7,2	36.103	0,1	2.702,6	2.702,6	74,8	748
1872	280,5	193,1	480,8	»	13,3	3.556,3	6.258,9	173,0	1.300
1873	10,6	66,4	557,8	»	15,4	3.591,2	9.850,1	272,8	1.771
1874	4,3	218,1	780,2	»	21,6	3.517,8	13.367,9	370,2	1.713
1875	17,5	56,7	854,4	»	23,6	3.673,8	17.041,7	472,0	2.000
1876	45,4	220,7	1.120,5	37.672	29,7	3.380,6	20.422,3	542,1	1.825
1877	282,6	1.433,0	2.836,1	»	75,2	3.248,9	23.671,2	628,3	835
1878	35,1	570,1	3.441,3	»	91,3	2.999,5	26.670,7	707,9	775
1879	2.168,8	884,0	6.494,1	»	172,4	3.043,8	29.714,5	788,7	457
1880	880,4	687,0	8.061,5	»	213,9	3.257,0	32.971,5	875,2	409
1881	631,3	602,1	9.294,9	»	246,7	3.344,6	36.316,1	964,0	390
1882	202,1	421,3	9.918,3	»	263,2	3.338,2	39.654,3	1.052,6	399
1883	401,5	604,3	10.924,1	»	289,9	3.223,0	42.877,3	1.138,1	392
1884	255,0	682,6	11.861,7	»	314,8	3.021,7	45.899,0	1.218,3	387
1885	23,0	648,7	12.533,4	»	332,6	2.855,1	48.754,1	1.294,1	389
1886	96,6	514,2	13.144,2	38.843	338,3	2.997,8	51.751,9	1.332,2	393
1887	23,0	648,0	13.815,2	»	355,6	3.029,7	54.781,6	1.410,3	396
1888	98,1	1.423,0	15.336,3	»	394,8	3.007,0	57.788,6	1.487,7	376
1889	96,5	341,5	15.774,3	»	406,1	3.455,4	61.244,0	1.576,7	388
1890	21,0	200,3	15.995,6	»	411,8	3.478,9	64.722,9	1.666,2	404
1891	400,0	305,9	16.701,5	»	429,9	3.290,0	68.012,9	1.750,9	407
1892	»	222,5	16.924,0	»	435,7	3.192,2	71.205,1	1.833,1	420
1893	2,5	210,9	17.137,4	»	441,1	2.975,0	74.180,1	1.909,7	432
1894	»	256,9	17.394,3	»	447,8	2.789,4	76.969,5	1.981,5	442
1895	278,4	402,5	18.075,2	»	465,3	3.065,3	80.034,8	2.060,4	442
1896	78,1	370,1	18.523,4	38.962	475,4	3.081,9	83.116,7	2.133,2	448
1897	18,4	361,8	18.903,6	»	485,1	3.260,8	86.377,5	2.216,8	456
1898	2,0	308,1	19.213,7	»	493,1	3.156,7	89.534,2	2.297,9	466
1899	334,8	890,7	20.439,2	»	524,5	3.719,4	93.253,6	2.393,4	456
1900	323,2	1.193,0	21.955,4	»	563,5	3.673,0	96.926,6	2.487,7	441
1901	43,4	981,2	22.980,0	»	589,8	3.547,1	100.473,7	2.578,7	437
1902	20,0	481,9	23.481,9	»	602,6	3.786,5	104.260,2	2.675,9	444
1903	326,5	302,4	24.110,8	»	618,8	3.783,4	108.043,6	2.773,0	448
1904	21,6	352,8	24.485,2	»	628,4	3.950,8	111.994,4	2.874,4	457
1905	103,7	563,4	25.152,3	»	645,5	4.330,3	116.324,7	2.985,5	462
1906	426,2	431,2	26.009,7	39.602	656,7	4.709,6	121.034,3	3.056,2	465
1907	83,6	796,2	26.889,5	»	678,9	4.970,9	126.005,2	3.181,7	468
1908	108,6	924,0	27.922,1	»	705,0	4.426,4	130.431,6	3.293,5	467
1909	633,0	921,8	29.476,9	»	744,3	5.074,4	135.506,0	3.421,6	459
1910	193,0	1.169,0	30.838,9	»	778,7	5.568,6	141.074,6	3.562,3	457
1911	214,0	1.032,0	32.084,9	»	810,1	5.347,1	146.421,7	3.697,3	456
1912	1.002,0	1.118,0	34.204,9	»	863,7	5.788,3	152.210,0	3.843,4	444
	10.186,3	24.018,6				152.210,0			

D'après le *Moniteur des Intérêts Matériels*, pour les capitaux engagés, et l'*Annuaire Statistique*, pour l'exportation.

ITALIE

ANNÉES	CAPITAUX ENGAGÉS				EXPORTATION			RENDEMENT DE L'EFFORT de l'habitant par 0/0 francs de ses capitaux engagés	
	MILLIONS DE FRANCS			MILLIERS	FRANCS	MILLIONS DE FRANCS			FRANCS
	ÉTABLISSEMENTS de CRÉDIT	TRANSPORTS et INDUSTRIES	TOTAL PROGRESSIF	POPULATION	PAR HABITANT	PAR ANNÉE	TOTAL PROGRESSIF		PAR HABITANT
1871	»	555,4	555,4	26.801	20,7	1.074,5	1.074,5	40,0	193
1872	405,2	155,8	1.115,6	»	41,6	1.162,2	2.236,7	83,4	200
1873	41,1	35,8	1.192,6	»	44,4	1.131,3	3.368,0	125,6	282
1874	8,0	28,3	1.228,8	»	45,8	978,2	4.346,2	162,1	353
1875	3,0	30,2	1.262,0	»	47,0	1.022,3	5.368,5	200,3	426
1876	»	8,5	1.270,5	28.460	44,6	1.208,5	6.577,0	231,0	517
1877	»	4,6	1.275,1	»	44,8	934,0	7.511,0	263,9	589
1878	»	13,1	1.288,2	»	45,2	998,6	8.509,6	299,0	661
1879	»	69,6	1.367,8	»	47,7	1.071,8	9.581,4	336,6	705
1880	»	17,4	1.375,2	»	48,3	1.103,5	10.684,9	375,4	777
1881	41,7	86,8	1.503,7	»	52,8	1.164,3	11.849,2	416,3	788
1882	32,1	6,2	1.542,0	»	54,1	1.155,8	13.005,0	456,9	844
1883	»	1,8	1.543,8	»	54,2	1.198,7	14.203,7	499,0	920
1884	»	16,0	1.559,8	»	54,8	1.096,5	15.300,2	537,6	981
1885	5,3	83,8	1.648,9	»	57,9	1.134,1	16.434,3	577,4	997
1886	20,5	36,9	1.706,3	»	59,9	1.076,1	17.510,4	615,2	1.027
1887	5,0	197,0	1.908,3	»	67,0	1.109,7	18.620,1	654,2	976
1888	9,0	74,5	1.991,8	»	69,7	967,4	19.587,5	688,2	987
1889	5,0	534,7	2.551,5	»	89,6	1.005,7	20.593,2	723,5	807
1890	»	118,5	2.670,0	»	93,8	963,5	21.556,7	757,4	807
1891	»	12,5	2.682,5	»	94,2	939,5	22.496,2	790,4	839
1892	»	8,»	2.690,5	»	94,5	958,2	23.454,4	824,1	872
1893	47,7	36,1	2.774,3	»	97,4	964,2	24.418,6	857,9	880
1894	»	»	2.774,3	»	97,4	1.026,5	25.445,1	894,0	917
1895	2,5	7,3	2.784,1	»	97,7	1.037,7	26.482,8	930,5	952
1896	»	41,9	2.796,0	32.475	86,0	1.052,1	27.534,9	847,8	985
1897	34,6	12,2	2.842,8	»	87,5	1.081,7	28.626,6	881,4	1.007
1898	4,1	14,8	2.861,7	»	88,1	1.203,6	29.830,2	918,5	1.042
1899	26,1	60,1	2.947,9	»	90,7	1.431,4	31.261,6	962,6	1.061
1900	52,6	31,8	3.032,3	»	93,3	1.338,2	32.599,8	1.003,8	1.075
1901	»	64,5	3.096,8	»	95,3	1.374,5	33.974,3	1.046,1	1.097
1902	4,4	8,1	3.109,3	»	95,7	1.444,0	35.418,3	1.090,6	1.139
1903	28,2	94,7	3.232,2	»	99,5	1.493,0	36.911,3	1.136,6	1.142
1904	21,0	85,0	3.338,2	»	102,7	1.572,6	38.483,9	1.185,0	1.153
1905	42,9	135,0	3.516,1	»	108,2	1.705,3	40.189,2	1.237,5	1.143
1906	35,8	197,2	3.749,1	34.687	108,0	1.905,9	42.095,1	1.213,5	1.723
1907	31,0	171,4	3.951,5	»	113,9	1.948,9	44.044,0	1.269,7	1.114
1908	49,7	86,3	4.087,5	»	117,8	1.729,3	45.773,3	1.319,6	1.120
1909	20,0	113,0	4.220,5	»	121,6	1.866,9	47.640,2	1.373,4	1.129
1910	52,0	233,0	4.505,5	»	129,8	2.080,1	49.720,2	1.433,3	1.104
1911	43,0	110,0	4.658,5	»	134,3	2.204,3	51.924,5	1.496,9	1.114
1912	70,0	74,0	4.802,5	»	138,4	2.396,1	54.320,6	1.566,0	1.131
	1.141,5	3.661,0				54.320,6			

D'après le *Moniteur des Intérêts Matériels*, pour les capitaux engagés, et l'*Annuaire Statistique*, pour l'exportation.

Pour prévenir l'objection classique de notre dictature de l'inertie, qui rejette aussi la responsabilité de son indolence sur le formalisme exagéré de notre Administration et son excès de parasites; sur la politique trop abstraite des Pouvoirs publics et la mauvaise gestion de nos finances, qui en est la cause obligée (ce qui est exact); nous donnons ci-dessous, les charges respectives qui incombent dernièrement à chaque habitant des pays exportateurs, dont nous examinons les résultats.

Ces charges pourront adoucir l'impression désagréable de notre mauvais classement, si elles sont supérieures à nos concurrents. Comme elles pourront aussi éclairer davantage la mollesse de notre effort, et la confirmer une fois de plus, si elles sont moins lourdes.

BUDGETS (*)

	1890-1891	PAR HABITANT	1911-1912	PAR HABITANT
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Allemagne	4.543.125.000	91.9	10.905.000.000	168.0
Grande-Bretagne	3.903.650.000	101.9	6.075.450.000	132.1
France	3.746.000.000	78.4	4.498.000.000	113.5
Belgique	333.800.000	55.0	708.100.000	95.3
Italie	1.872.100.000	65.7	2.630.200.000	75.8

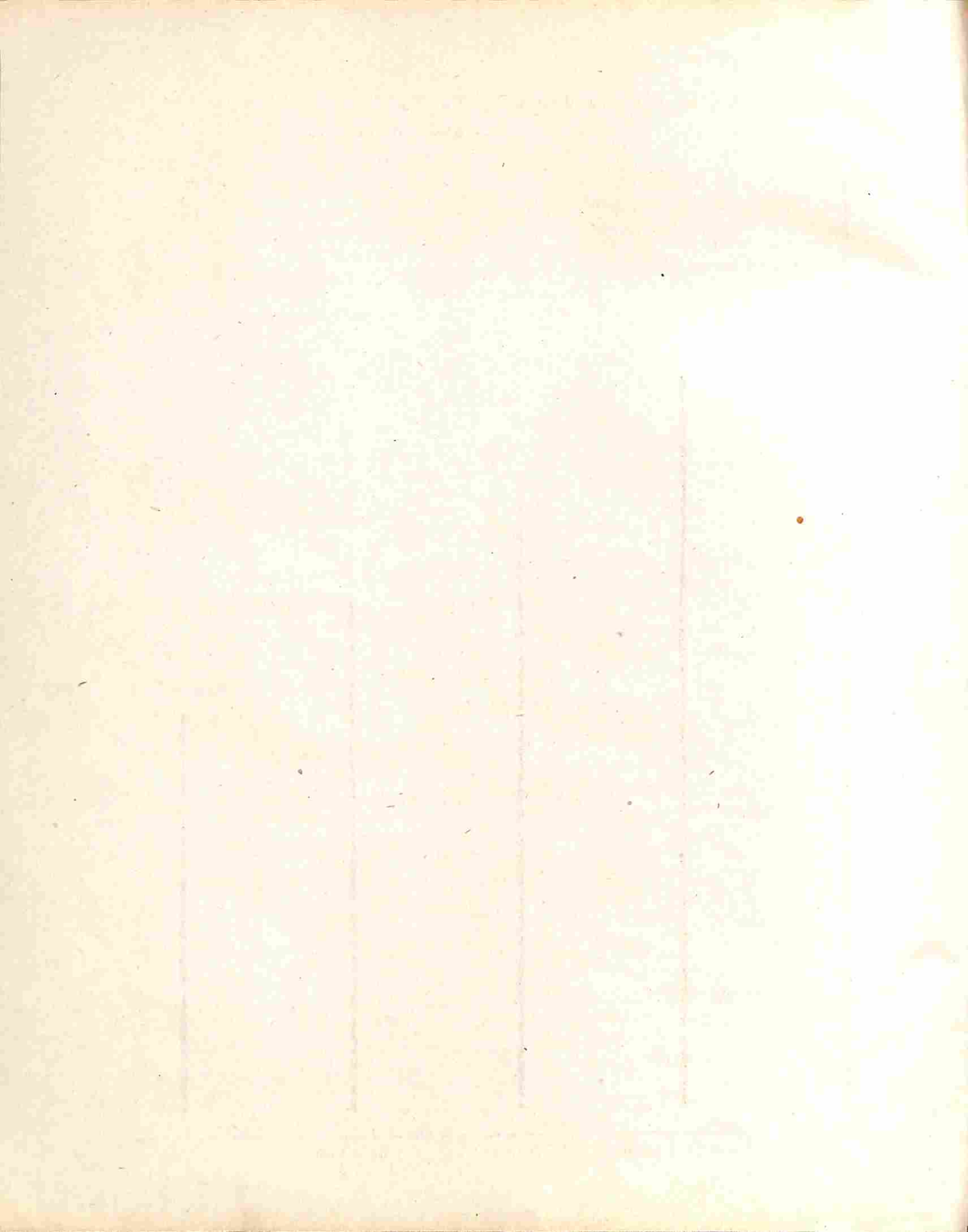
Ces charges représentent les frais généraux publics qui viennent handicaper l'activité de chaque habitant. Et plus le montant en sera élevé, non seulement par chaque habitant comme nous le voyons, mais encore par chaque unité superficielle de la moyenne de cet habitant qui est son champ d'action : plus grande aura été la qualité de son effort. Et partant, son meilleur classement en énergie.

1911-1912

Charges budgétaires.

	PAR HABITANT		PAR CHAQUE MÈTRE SUPERFICIEL de la moyenne de l'habitant
	SUPERFICIE	BUDGET	
	M ²	Francs.	Francs.
Allemagne	8.33	168.0	20.1
Grande-Bretagne	6.84	132.1	19.3
Belgique	3.96	95.3	24.0
France	13.54	113.5	8.3
Italie	8.26	75.8	9.1

(*) D'après M. A. Neymark.



Il faut bien remarquer que nos résultats représentent l'activité d'hommes d'action dans une démocratie, c'est-à-dire, libres de changer ce qu'ils pensent ou jugent contraire à leurs propres intérêts; contre d'autres résultats d'hommes d'action disposant d'une liberté beaucoup plus limitée, de se créer une équipe gouvernementale de leur choix.

Et que disent ces chiffres? Ils disent tout uniment que nous avons été dominés par les concurrents, et à toutes époques. Dominés avec une plus grande liberté; avec des charges budgétaires moins élevées; et avec une moyenne superficielle très supérieure à celle de tous les concurrents. Et cela pendant quarante années consécutives!

Est-ce qu'il n'y aurait pas intérêt général à donner la plus grande publicité à quelques tableaux graphiques de ce genre. Ce serait rappeler les responsables à la fierté, à l'énergie, et instruire le nombre, qui en est l'ignorant complice et la première victime toujours.

Et en instruisant le nombre, comme il est de notre premier devoir puisqu'il est notre collaborateur, nous nous procurons de nouvelles occasions d'envisager le danger grandissant dont nous étions menacés. Car l'Allemagne organisait au grand jour les grandes lignes de sa préparation. Son inquiétude pour l'offensive économique anglaise, par exemple, est confirmée par l'effort extraordinaire et progressif qu'elle s'est imposée pour y résister à partir de 1904. Le montant des dépenses pour la marine était particulièrement significatif à chacun des budgets depuis cette époque.

ALLEMAGNE — BUDGETS

Dépenses pour la Marine.

ANNÉES	DÉPENSES PERMANENTES	DÉPENSES EXTRAORDINAIRES	DÉPENSES TRANSITOIRES	TOTAL
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
1902	108.641.923	64.682.500	Néant.	173.324.423
1903	116.835.240	71.806.250	Néant.	188.641.490
1906	141.127.850	63.518.750	127.266.250	331.912.850
1907	151.057.725	71.712.825	150.059.937	372.830.487
1910	197.565.600	140.920.575	214.707.337	553.193.512
1911	209.016.062	136.324.887	227.488.725	572.829.674
1912	226.378.937	103.212.500	259.041.825	588.633.262
1913	246.511.575	63.937.500	285.934.687	596.383.762

Quels ont été les conseillers pour ce renfort des dépenses transitoires et leur soutien dans une ascension aussi vertigineuse ? Mais, ce sont les hommes d'action du pays, les propres organisateurs de l'exportation, ceux dont les intérêts étaient menacés directement. C'est l'équipe financière industrielle et commerciale qui a donné un si grand exemple d'énergie. C'est elle qui a imposé sa volonté, qui était l'action à outrance, comme la nôtre a organisé l'indolence et l'inertie. Cette équipe allemande reste le danger dont nous devons nous préoccuper et tenir compte, car elle est indépendante des autorités dynastiques ou militaires. Et la disparition même de l'une ou de ces deux autorités n'en pourra que rehausser la qualité, et augmenter la force. Elle sera ruinée, c'est possible, mais sa volonté qui a dépassé le but sera toujours capable de l'atteindre.

Le résultat de notre activité a donc été insuffisant. C'est clair. Mais, comme nous ne pouvons devenir agressifs tout d'un coup dans l'action, après une aussi longue période d'inertie, il conviendrait de rechercher s'il n'y aurait pas possibilité d'assurer un meilleur rendement à nos efforts trop limités ? Car si nous examinons les mouvements de notre action aux courbes du tableau précédent, nous remarquons que notre vigueur s'est inquiétée précisément au point culminant de la force allemande, en 1888, et qu'à partir de cette date, nous avons soutenu un excès d'énergie pendant plus de dix années. Jusqu'en 1898. Et cela, au moment, et dans les circonstances qui accélèrent le relâchement chez nos concurrents.

Pourquoi n'avons-nous pas obtenu de meilleurs résultats pendant cette période de suractivité relative ? C'est parce que nous sommes organisés pour conserver, et non pas pour acquérir. Nous limitons nos efforts et nos désirs pour conserver seulement le patrimoine acquis, et à organiser les satisfactions personnelles dans nos propres entreprises commerciales et industrielles.

L'activité économique n'est que le fait d'organiser la possibilité, de réaliser des profits et de procurer la satisfaction par la réussite des efforts. Mais l'exagération de notre faculté de non-dépense, nous a conduit à croire que nous pouvions limiter nos efforts à nos petites exigences, et les agréments par les douceurs de l'indolence ou de l'inertie. Comme il ne s'est trouvé chez nous aucune autorité, aucun courage pour violenter cette fausse qualité de non-dépense, nous sommes devenus craintifs et timides pendant que les autres poussaient l'audace jusqu'à la témérité. Par la peur du risque et la crainte du trouble pour notre indolence nous nous sommes figés sur la tradition et les préjugés qui sont les pires ennemis dans la compression des revients. Nous n'avons pas obtenu davantage à cette époque-là, parce que nos prix de revients étaient plus élevés que ceux des concurrents. Le consommateur ne pouvait, et ne pourra jamais faire abnégation du prix dans ses préférences. Et le bon prix de vente n'est possible que par les revients les plus bas en production.

Nous ne nous sommes pas inquiétés à temps de l'insuffisance de notre outillage économique, ni même de la question combustible pour laquelle nous sommes moins favorisés que nos voisins et concurrents, et qui influence si défavorablement nos revients en production. Aussi, cette position houille, par exemple, est-elle devenue scandaleuse dans ces dernières années, comme il sera démontré plus loin par des chiffres. Nous verrons en clair dans cette question du combustible sur notre marché toute l'étendue de notre indifférence pour les prix de revients en production, et la

confirmation de notre impossibilité à prétendre au succès à l'exportation avant d'y avoir appliqué le remède nécessaire. Car l'exportation est un métier, une profession, comme toutes les branches de l'activité d'ailleurs. Et la force dominante en exportation : ce sont les bas prix dans les revients en production. Il n'y a aucune formule de principe dans cette question des revients. Ils peuvent s'obtenir indifféremment dans les grandes et les petites entreprises avec la qualité des hommes et les capitaux nécessaires. Et nous avons toujours eu les capitaux, non seulement en abondance mais encore en excès sur tous nos concurrents.

En voici, d'ailleurs, la comparaison à l'époque qui nous intéresse.

**Montant des capitaux émis pour l'outillage industriel et financier
de 1871 à 1888.**

En France.	Millions de francs.	45.336	par habitant.	Fr.	394
— Grande-Bretagne	—	13.782	—	—	359
— Allemagne.	—	5.211	—	—	105
— Italie	—	4.991	—	—	69
— Belgique.	—	0.405	—	—	66

A quelle autre cause pouvons-nous attribuer d'aussi maigres résultats avec une telle abondance de capitaux, si ce n'est à l'inertie? Et il n'en peut être autrement avec nos organisations industrielles et commerciales qui sont dirigées uniquement pour donner satisfaction à la clientèle du marché intérieur. Chacune d'elles se trouve ainsi dans l'obligation de diviser ses moyens pour répondre à des demandes très variées et nombreuses, si elle veut s'assurer un chiffre d'affaires, fût-il modeste. Elles ne peuvent s'obstiner à la compression des revients, qui n'est actuellement possible que par la spécialisation ou la concentration sur les quantités. Et puis, leurs habitudes de traiter couramment à l'abri des risques, et à courts termes de crédit, les éloignent naturellement des nécessités différentes consenties à l'extérieur par la concurrence étrangère, et pour lesquelles il faut composer sous peine d'insuccès. Aussi l'exportation est-elle languissante et quasiment limitée aux articles relevant de nos facultés particulières, que les étrangers ne peuvent industrialiser en séries.

Dans ces conditions nécessairement limitées, la progression de nos affaires au dehors se trouve subordonnée à l'augmentation de la population? Mais de ce côté, aucun espoir. Nous avons prouvé de l'impuissance, presque de l'épuisement!

POPULATIONS

Millions d'habitants.

	Gr.-Bretagne.	Allemagne.	Italie.	Belgique.	France.
1866-1875	32.006	40.810	26.801	4.828	36.103
1876-1885	35.409	45.234	28.460	5.520	37.672
1886-1895	38.290	49.428	—	6.069	38.843
1896-1905	42.191	56.367	32.475	6.694	38.962
1906-1911	45.981	64.903	34.687	7.424	39.602

Accroissement en 1911 sur 1875.

Grande-Bretagne	13.975	ou	43.66 %
Allemagne	24.085	—	59.00 %
Italie	7.886	—	29.42 %
Belgique	2.596	—	53.76 %
France	3.499	—	9.69 %

Densité des populations.

	Par kilomètre carré, habitants.			
Grande-Bretagne	—	—	—	146
Allemagne	—	—	—	120
Italie	—	—	—	121
Belgique	—	—	—	232
France	—	—	—	74

Superficie par habitant.

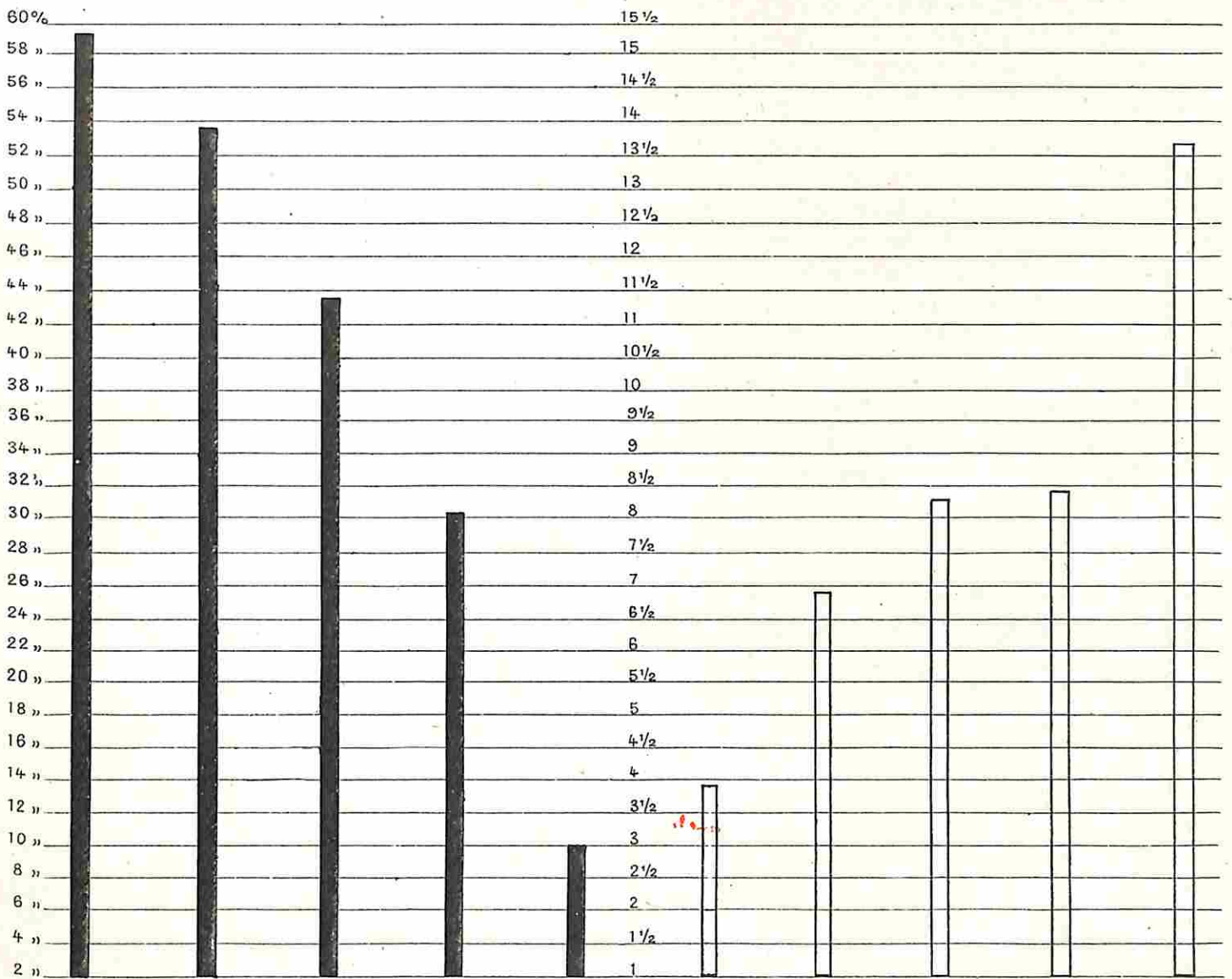
	Gr.-Bretagne.	Allemagne.	Italie.	Belgique.	France.
	<i>inède</i> Mètres carrés.	Mètres carrés.	Mètres carrés.	Mètres carrés.	Mètres carrés.
1866-1875	9,83	13,29	10,29	6,10	14,85
1876-1885	8,89	11,95	10,00	5,33	14,24
1886-1895	8,22	10,94	—	4,85	13,81
1896-1905	7,46	9,59	8,83	4,40	13,76
1906-1911	6,84	8,33	8,26	3,96	13,54

Populations

1911 *Accroissement sur 1875*

1911 *Superficie par habitant*

III₂



Allemagne Belgique G^{de}Bretagne Italie France Belgique G^{de}Bretagne Italie Allemagne France

La population c'est la fierté intime d'une nation, n'est-ce pas ? En même temps que son point d'appui. Et comme elle est encouragée par l'activité et la prospérité, il est permis de se demander si une plus grande intensité d'action n'aurait pas été son meilleur encouragement ? Elle est encore non seulement l'indice du courage à prendre les responsabilités pour les habitants d'un pays ; mais la preuve de leurs sentiments de discipline en face des devoirs, ce qui est mieux encore. La discipline, dont nous venons de faire l'expérience par nécessité depuis le début de la guerre, engendre la force, comme nous l'avons vu. Et, n'est-ce pas aussi la force qui tient le dé dans les circonstances de la vie de toute nation ?

Si la vivacité de notre esprit ne nous permet pas l'espoir d'être discipliné hors du danger ; faisons au moins effort et concentration de volonté sur le désir d'augmenter le nombre des nôtres, puisque la qualité et l'agrément du pays nous y encouragent. Il faut croire et noter que 59 0/0 d'augmentation pour la population de notre voisin contre 9,69 pour nous-mêmes, lui procure tout simplement les occasions d'avoir un pourcentage plus élevé en hommes supérieurs, que nous ne pouvons obtenir nécessairement avec un chiffre stationnaire. Notre contingent de ces mêmes hommes peut les égaler et les surpasser même en qualité ; mais c'est le nombre aussi qui est indispensable pour donner de la vie, de l'action, sur notre superficie métropolitaine et coloniale de plus d'un milliard d'hectares. Car, non seulement ce voisin aura plus d'unités de valeur ; mais la progression de leur nombre augmentera, pour eux-mêmes, la nécessité de l'effort pour assurer l'aisance à chacun d'eux, ce qui est le meilleur excitant pour l'action. Le contraire sera notre lot, puisque chaque kilomètre carré de notre pays fertile et agréable peut gorger 74 habitants dans l'indolence. Aussi avons-nous l'exclusivité et la possibilité d'une dictature de l'inertie.

Si donc la population représente le premier élément de force et les plus grandes possibilités d'avenir pour un pays, nous nous trouvons dans la position et dans l'obligation d'un peu de franchise avec notre faiblesse. Avec notre égoïsme plutôt. Car c'est à l'égoïsme mal entendu que nous devons de tels résultats, et une position aussi humiliante en face de nos voisins. Mais l'égoïsme, comme toute autre faiblesse, peut se justifier ou se défendre par d'autres qualités qui en peuvent découler. Si donc nous ne voulons pas d'enfants, c'est que nous avons un excès de sensibilité pour les douceurs de l'aisance. Et comme cette exagération du goût pour le confortable, ou pour la jouissance, est généralement le meilleur aiguillon pour l'ardeur à produire, chez ceux qui n'en veulent point de honte ; nous devons en voir la confirmation dans les résultats de chacun de nous ? Voyons encore les chiffres :

EXPORTATION

ANNÉES	GRANDE-BRETAGNE				ALLEMAGNE				BELGIQUE				FRANCE				ITALIE			
	EXPORTATION par habitant	SUPERFICIE par habitant	EFFORT de l'habitant par M ²	FRANCS	EXPORTATION par habitant	SUPERFICIE par habitant	EFFORT de l'habitant par M ²	FRANCS	EXPORTATION par habitant	SUPERFICIE par habitant	EFFORT de l'habitant par M ²	FRANCS	EXPORTATION par habitant	SUPERFICIE par habitant	EFFORT de l'habitant par M ²	FRANCS	EXPORTATION par habitant	SUPERFICIE par habitant	EFFORT de l'habitant par M ²	FRANCS
1874	223	9,83	22,6	70	13,24	5,2	74	74	14,85	4,7	74	40	10,69	3,7						
1872	248	"	23,2	70	"	5,2	98	98	"	6,5	98	43	"	4,0						
1873	245	"	24,9	69	"	5,2	99	99	"	6,6	99	42	"	3,9						
1874	234	"	23,8	74	"	5,3	230	230	"	37,7	230	36	"	3,1						
1875	222	"	22,5	76	"	5,7	228	228	"	37,3	228	38	"	3,5						
1876	183	8,89	20,5	70	11,95	5,8	192	192	14,24	6,2	192	42	10,00	4,2						
1877	179	"	20,4	76	"	6,3	195	195	36,5	6,0	195	32	"	3,2						
1878	175	"	19,6	79	"	6,6	201	201	37,6	5,5	201	35	"	3,5						
1879	177	"	19,9	76	"	6,3	215	215	40,3	5,6	215	37	"	3,7						
1880	204	"	22,9	80	"	6,6	220	220	44,2	6,0	220	38	"	3,8						
1881	211	"	23,7	83	"	6,9	235	235	44,0	6,1	235	40	"	4,0						
1882	218	"	24,5	89	"	7,4	240	240	45,0	6,1	240	40	"	4,0						
1883	217	"	24,4	90	"	7,5	243	243	45,5	5,9	243	42	"	4,2						
1884	210	"	23,6	88	"	7,3	242	242	45,4	5,6	242	38	"	3,8						
1885	193	"	21,7	78	"	6,5	217	217	40,7	5,2	217	39	"	3,9						
1886	177	8,22	21,5	75	10,94	7,4	194	194	40,0	5,5	194	37	"	3,7						
1887	185	"	22,5	79	"	7,8	204	204	42,0	5,5	204	38	"	3,8						
1888	196	"	23,8	81	"	8,0	204	204	42,0	5,5	204	33	"	3,3						
1889	208	"	25,3	80	"	7,9	240	240	49,4	6,3	240	35	"	3,5						
1890	216	"	26,2	84	"	8,3	236	236	48,6	6,4	236	33	"	3,3						
1891	203	"	24,6	80	"	7,9	230	230	51,5	6,0	230	33	"	3,3						
1892	192	"	23,3	74	"	7,3	225	225	46,3	5,9	225	33	"	3,3						
1893	182	"	22,1	78	"	7,7	223	223	45,9	5,5	223	33	"	3,3						
1894	180	"	21,8	74	"	7,3	214	214	44,4	5,1	214	36	"	3,6						
1895	188	"	22,8	83	"	8,2	228	228	47,0	5,6	228	36	"	3,6						
1896	177	7,46	23,7	78	9,59	8,4	219	219	49,7	5,7	219	32	8,83	3,6						
1897	176	"	23,5	80	"	8,3	242	242	53,0	6,0	242	33	"	3,7						
1898	175	"	23,4	83	"	8,6	266	266	60,3	5,8	266	37	"	4,1						
1899	197	"	26,4	93	"	9,6	291	291	66,1	6,9	291	44	"	4,9						
1900	212	"	28,4	102	"	10,6	287	287	65,2	6,8	287	41	"	4,6						
1901	208	"	27,8	98	"	10,2	273	273	62,0	6,6	273	42	"	4,7						
1902	208	"	27,8	103	"	10,7	287	287	65,2	7,0	287	44	"	4,9						
1903	215	"	28,8	111	"	11,5	315	315	74,5	7,0	315	45	"	5,0						
1904	222	"	29,7	115	"	11,9	326	326	74,0	7,3	326	48	"	5,4						
1905	243	"	32,5	127	"	13,2	348	348	79,0	8,0	348	52	"	5,8						
1906	252	6,84	36,8	122	8,33	14,6	376	376	94,9	8,7	376	54	8,26	6,5						
1907	284	"	44,5	131	"	15,7	383	383	96,7	9,2	383	56	"	6,7						
1908	250	"	36,5	123	"	14,7	337	337	85,1	8,1	337	49	"	5,9						
1909	257	"	37,5	126	"	15,1	378	378	95,4	9,4	378	53	"	6,4						
1910	293	"	42,8	143	"	17,1	458	458	115,6	10,3	458	59	"	7,1						
1911	305	"	44,5	156	"	18,7	482	482	124,7	9,9	482	63	"	7,6						
1912	329	"	48,0	171	"	20,5	"	"	"	10,9	148	69	"	8,3						

Ainsi les chiffres figurés aux tableaux précédents nous montrent, d'une part, le rendement de l'effort par chaque centaine de francs engagés par chaque habitant; et nous sommes au dernier rang pour les résultats obtenus. Tandis que les derniers chiffres exprimés montrent le résultat du même effort par chaque unité superficielle à la disposition du même habitant, où nous sommes non seulement encore au dernier rang des résultats, avec des charges budgétaires très inférieures; mais avec un coefficient vraiment indigne de la richesse et de la position géographique de notre pays.

Mais avons-nous jamais instruit ces commerçants, ces industriels, ces cultivateurs, tous gens d'affaires pourtant, que leurs propres efforts étaient inférieurs à ceux de leurs confrères du continent, et partant insuffisants? Car pour réparer une erreur, remédier à une faiblesse, il faut reconnaître tout d'abord l'existence et l'étendue de cette faiblesse et la cause de cette erreur. Certes, si nous avons eu le courage et la prévoyance d'afficher ces résultats sur les portes de nos granges et celles de nos mairies, sur les murs à chacun des carrefours et dans nos écoles, nous nous serions tous récriés. Nous aurions sûrement rejeté la faute sur les Pouvoirs Publics, c'est-à-dire sur nous-mêmes; ce qui nous aurait fait faire un pas décisif. Nous nous serions au moins posé le problème avec clarté. Nous aurions vu que les responsables ne pouvaient être que ceux qui détiennent les moyens d'action et qui commandent l'activité. Nous aurions compris tout de suite que ces chefs héréditaires ou parvenus ont fait preuve d'insuffisance en abandonnant le pouvoir à l'inexpérience en affaires, à l'incompétence en production. Il fallait prendre toutes les responsabilités et gouverner tous les pouvoirs. Toutes les démocraties et tous les Français ne peuvent être grands et prospères que par le courage et la qualité des chefs. Il y a du courage et encore de la qualité parmi nous. Et l'un et l'autre seront sur la place et prêts pour l'action dès que les gouvernés, travailleurs grands et petits, sauront mieux juger, mieux choisir et apprécier leurs chefs. Oui, mais quels sont jusqu'alors les éléments d'appréciation de la qualité des chefs pour les travailleurs grands et petits: des titres et des distinctions qui n'obligent pas à la supériorité. Soyons donc plus francs avec eux, plus habiles en même temps. Excitons leur jugement sur la qualité réelle des hommes par l'examen des résultats de leur propre gestion, au lieu de provoquer l'envie par les faux mérites qu'ils ne peuvent distinguer autrement que par les chiffres. Le travailleur et le collaborateur ne peuvent qu'être envieux de leur chef, si celui-ci peut faire montre d'un faux prestige de supériorité. Ils sentent l'injustice de la position qu'il occupe, et leur propre volonté vers le mieux s'en trouve diminuée. Si nous procurions les occasions d'exercer ce jugement du nombre sur les hommes qu'il a choisis et délégués pour la défense des intérêts communs, l'indolence et l'inertie deviendraient l'exception. Et pour y parvenir, rien de plus simple. Habitons-nous tous à voir les chiffres, à examiner les faits tout nus et à remonter à ceux qui en sont responsables. Nous éviterons ces discussions stériles qui sont autant de prétextes à succès négatifs pour les phrases et les discours.

Ce serait le moyen sûr de confondre l'indolence et l'inertie qui savent si bien manier la flatterie et les riens aimables dont nous sommes intoxiqués depuis quarante ans. N'est-ce pas le moment de rester sourds à l'éloquence de la discorde, de donner la préférence aux actes et à l'énergie qui doivent les produire?

Nos revients sont mauvais dans tous les compartiments, parce que nous n'avons

rien organisé contre l'indolence, cette franche écornifleuse. Notre énergie est auss empoisonnée par les fausses raisons de cette indolence qui veille contre l'initiative qu'elle dénigre et qu'elle combat par tous moyens. Nous en trouverons la confirmation en prenant nos exportations par destination. Car si nos efforts sont aussi soutenus que ceux de nos voisins, nous devons rencontrer quelques pays où l'accroissement des chiffres d'exportation doit être en notre faveur en dépit des mauvais revients. Ne serait-ce qu'avec les acheteurs auxquels nous avons prêté le plus de capitaux ?

EXPORTATION

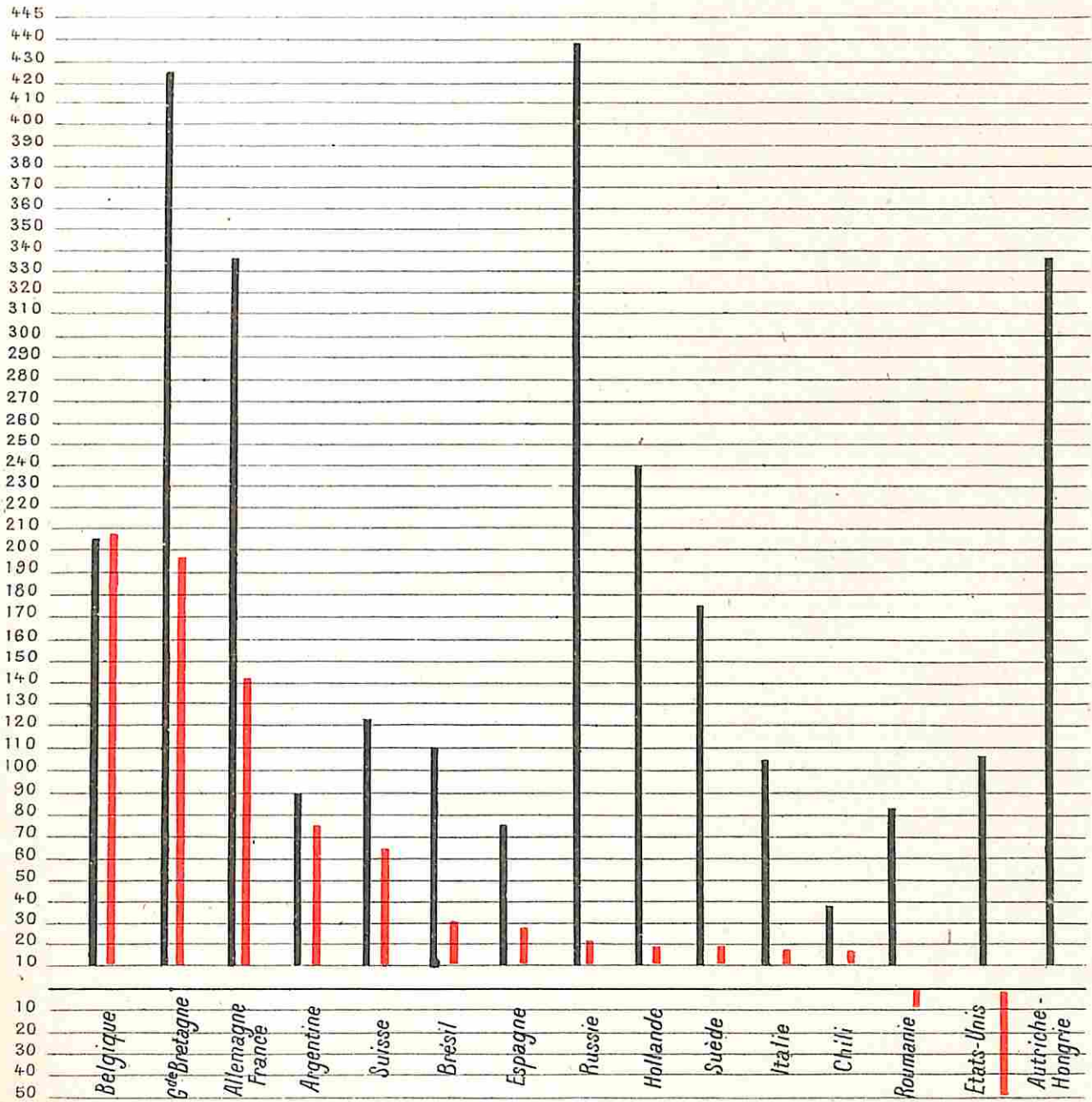
Accroissement ou diminution en 1913 sur 1909

(Millions de francs)

MONTANT des EMPRUNTS FAITS EN FRANCE		MONTANT des EXPORTATIONS FRANÇAISES		MONTANT des EXPORTATIONS ALLEMANDES		
		Moins	Plus		Plus	Moins
13.607	.....	»	20,2	En Russie	433,5	»
»	.....	»	192,6	Angleterre . . .	423,2	»
»	.....	»	»	Autr.-Hongrie . .	337,5	»
»	.....	»	140,9	Allem.-France . .	334,8	»
»	.....	»	18,7	Hollande	240,0	»
»	.....	»	205,5	Belgique	202,3	»
951	.....	»	62,7	Suisse	122,9	»
»	.....	»	12,9	Italie	104,5	»
»	.....	»	16,1	Suède	173,6	»
812	.....	»	26,8	Espagne	74,0	»
774	.....	0,9	»	Roumanie	82,8	»
»	.....	51,2	»	États-Unis . . .	106,9	»
1.187	.....	»	71,6	Argentine	90,5	»
1.525	.....	»	30,7	Brésil	108,0	»
51	.....	»	16,7	Chili	40,2	»
			815,4		2.875,7	
		AUGMENTATION Par habitant : 20 fr. 58			AUGMENTATION Par habitant : 44 fr. 32	

Exportation 1909-1913

Allemagne - *France*



La régularité de cette faiblesse, en tous pays, ne permet aucun doute; nos efforts ont été de médiocre qualité ou insuffisants — c'est un fait — c'est une vérité qu'il faut révéler et crier à toutes les oreilles puérides, au lieu de les amuser par de vaines arguties sur la force des autres. Habitons-nous donc à dire et à montrer les choses telles qu'elles sont, puisque c'est la vérité. Que nous reste-t-il aujourd'hui de toutes ces flatteries stupides et naïves que nous nous sommes adressées à outrance, dans la presse et ailleurs, sur notre prétendue richesse, et la pauvreté de nos voisins. Nous nous sommes créé des avantages, et même des qualités pour alimenter notre vanité. Mais nous n'avons surpassé ni même égalé personne! Les circonstances actuelles étant une occasion de nous faire connaître à nous-mêmes, et aux autres; organisons vite le contraire de ce que nous avons fait. Soyons enfin difficiles avec nous-mêmes. Et au lieu de flatter les indifférents qui manquent à gagner et qui paient pour les erreurs et les fautes et aussi de se taire avec l'inertie de l'élite impuissante qui en est la cause: ne vaudrait-il pas mieux exciter l'intérêt des uns, et cingler publiquement l'amour-propre des autres?

Les chiffres, c'est-à-dire les faits d'expérience, mettent donc en lumière la nécessité de nous perfectionner tout d'abord, en volonté et en savoir. Et, à plus forte raison, d'augmenter en même temps la qualité et la puissance de nos moyens d'action. Le résultat de nos efforts est mauvais, c'est certain, puisqu'il est au-dessous de ceux de nos concurrents. Est-ce à dire qu'il existe une telle disproportion entre nos énergies et nos intelligences? Avant même d'en discuter la possibilité il suffit d'examiner la pauvreté d'organisation de la plupart de nos entreprises agricoles et industrielles pour être convaincu de l'infériorité matérielle de nos moyens d'action. Nous ne sommes pas instruits des efforts dépensés par nos compétiteurs, ni documentés sur les résultats de ces efforts. Et comment pouvons-nous comprimer nos revients si nous ignorons même la qualité de ceux de la concurrence. De plus, nos entreprises n'étant pas comprises pour y attirer le mérite personnel, comment pourraient-elles être robustes et adaptées aux nécessités qui s'imposent en progression? Elles sont gouvernées par la seule tradition et presque toujours limitées à des satisfactions personnelles. C'est à force de négliger l'alliance des préjugés qui gouvernent encore la généralité de nos affaires avec la force et la qualité des hommes nouveaux, que nous avons élevé l'inertie jusqu'à l'omnipotence. Hé oui, nous sommes gouvernés économiquement par la dictature de l'inertie.

Il ne faut point laisser mettre cette inertie au débit de l'impuissance de la politique, qui a aussi son contingent de faiblesse. La politique pouvait faire pression sur cette inertie, certes, mais elle ne l'a pas fait. Elle n'a cependant empêché, ni paralysé aucune méthode pour la diminution des prix de revients, ni aucune autre grande initiative d'intérêt économique. Elle ne pouvait d'ailleurs le faire efficacement en aucun cas. Non, cette inertie n'est que l'impuissance de ceux qui détenaient les moyens et la force pour agir: l'impuissance de ceux qui avaient le devoir d'organiser la possibilité de comprimer les prix de revient agricoles et industriels, et d'organiser l'expansion des produits français au dehors. Cette inertie n'est que l'imprévoyance de ceux qui régentaient les économies françaises: l'imprévoyance de ceux qui ont mis ces économies à la disposition des étrangers ou des indifférents au lieu de provoquer nos propres

énergies françaises, et de les organiser. C'est désagréable, c'est grave même. Oui, mais c'est la vérité. Ne sommes-nous pas encore assez éprouvés pour entendre la vérité?...

Les circonstances actuelles sont tellement au-dessus de nos forces individuelles et collectives que nous considérons la franchise comme le premier de tous nos devoirs. Il faut oser dire que notre élite d'action a fait faillite, si cela est exact. Et les chiffres aux bilans des résultats ne répondent-ils pas clairement? Ce n'est pas une querelle de personnalités, ni une raison de discorde qu'il s'agit d'allumer, mais plus simplement de rechercher la cause dominante de la mauvaise qualité de notre action. Nous voulons démontrer que la généralité des efforts de nos chefs d'entreprises, de notre élite d'action, ont été trop limités, et dépensés seulement pour conserver, au lieu d'être étendus et prodigués pour acquérir, comme ont fait tous nos voisins. Toute la question est là. Et si nous ne pouvions l'appuyer sur des faits exacts, indéniables; par des preuves enfin, cette dictature de l'inertie aurait pu crier à l'injure, à l'injure gratuite et sans portée. Mais les chiffres sont poussés en avant, et ce sont eux qu'il importe d'examiner pour être réfutés par d'autres preuves, s'il est possible; ou d'en accepter la signification s'ils sont vrais. En désirons-nous des preuves de détails, prises dans l'ensemble de notre action?

PRODUCTION AGRICOLE

Froment.

MOYENNE DU RENDEMENT PAR HECTARE (*)

	Quintaux métriques		
	1911	1912	1913
Allemagne.	20,60	22,65	23,58
France	13,63	13,84	13,43

Les conditions générales de la production agricole sont certainement plus favorables en France par la qualité de son sol. Mais admettons même une valeur égale à cette même superficie qui produit des rendements si différents, et fixons sa valeur locative à 50 francs, par exemple, nous obtenons le résultat suivant, pour indication des revients pour l'une et l'autre production :

1913. Allemagne	Quintaux métriques.	$\frac{50 \text{ fr.}}{23,58} = 2,12$
— France	—	$\frac{50 \text{ fr.}}{13,43} = 3,72$

La valeur locative du sol en agriculture représente la base du montant des frais fixes inévitables dans toute production, comme le charbon ou la matière première en

(*) D'après M. A. Raffalowitch et l'Annuaire Statistique.

industrie. N'en pouvant diminuer la valeur par une extension de quantité, comme pour le charbon toujours, ou même la main-d'œuvre; il faut en chercher l'équivalent dans l'augmentation du rendement. C'est simple. Avons-nous seulement informé nos cultivateurs que nos voisins étaient parvenus à diminuer leur revient par une augmentation considérable du rendement de leur sol ?

Nous n'ignorons pas combien il est désagréable de dire les vérités essentielles. Mais que penserions-nous d'un médecin qui nous endormirait par des flatteries, au lieu de nous prescrire le médicament amer qui nous est indispensable. Pourtant, nous avons été ces médecins-là depuis un demi-siècle.

Nous le répétons, et il faut le crier à outrance: nos revients sont mauvais dans les grands domaines de notre production. Et ce sont les bons revients qui font la vie facile agréable à l'intérieur du pays, et la force au dehors.

La mauvaise qualité de nos revients est démontrée par notre position dans la comparaison des accroissements en exportation.

Notre agriculture est faible et languissante malgré les bons prix qui lui ont été faits par la protection de notre régime douanier. Ces prix arbitraires ont non seulement élevé le coût de la vie tout gratuitement, mais ils ont encore aggravé la question des revients, en permettant la culture extensive sur le meilleur sol.

Notre moyenne de treize quintaux et demi à l'hectare et sa fixité, n'en est-elle pas la démonstration évidente? Quel relèvement pouvons-nous espérer à cette dépréciation continuelle de notre patrimoine foncier, si nous ne permettons pas la possibilité d'améliorer cette moyenne que nous pouvons dire misérable pour la fertilité et la variété de notre sol français. Nous devons doubler cette moyenne et réaliser des profits avec les cours pratiqués chez nos voisins. Tandis que nous végétons honteusement avec les très hauts prix suivants :

Prix du quintal (1913).

	BERLIN	PARIS	LONDRES
Janvier	23,12	28,50	20,00
Février	23,00	28,12	20,00
Mars	23,12	28,50	20,00
Avril	23,87	29,62	20,00
Mai	26,12	29,12	20,12
Juin	23,62	29,00	20,12
Juillet	23,50	29,23	20,23
Août	23,00	28,12	19,30
Septembre	24,75	28,12	19,12
Octobre	23,06	26,23	19,23
Novembre	23,23	26,62	19,23
Décembre	23,87	26,37	19,00

Nous avons le meilleur sol et les meilleurs prix de vente et nous avons produit une moyenne de 13,43 contre 23,58 par l'Allemagne, pour une même unité; et nous vou-

drions en discutaitter les difficultés, les excuses? Cette position et ces chiffres sont des faits. Il n'y a aucune place pour les mots ou les phrases. Ils nous instruisent sur l'étendue de notre inertie, ils doivent nous émouvoir sur le danger inévitable de ses conséquences; ils nous poussent à l'action muette, obstinée, à tous les excès de la volonté.

PRODUCTION INDUSTRIELLE

Nous prendrons pour exemple la base de l'énergie industrielle, le combustible, qui est l'âme de la fabrication en industrie, comme le sol l'est aussi pour la production en agriculture. En voici d'abord la position sur notre marché :

HOUILLE

En millions de tonnes.

ANNÉES	PRODUCTION FRANÇAISE	IMPORTATION	EXPORTATION	DIFFÉRENCE IMPORTATION	CONSOMMATION	PROPORTION DE L'IMPORTATION sur la CONSOMMATION
1820	1.094	281	26	255	1.349	19 %
1840	3.003	1.291	37	1.254	4.237	29,5 %
1860	8.310	6.160	200	5.960	14.270	41,5 %
1880	19.508	9.942	603	9.339	28.846	32,5 %
1890	26.083	11.603	941	10.662	36.633	29 %
1900	32.325	16.117	927	15.190	48.803	31,1 %
1905	35.928	14.007	1.858	12.149	48.669	24,9 %
1910	38.350	19.892	1.712	18.180	56.530	35,1 %
1911	39.350	20.510	478	20.043	59.342	34,5 %

Cette situation de fait qui assure à l'offre des charbonnages français un avantage de 30 0/0 par la demande de la consommation est déjà une certitude de hausse pour les prix. Mais l'indolence, l'inertie des consommateurs a cru devoir assurer une surmesure à cette hausse. Ces consommateurs: les industriels qui ne cessent de gémir sur leur impossibilité de prospérer au dehors, à cause de leurs mauvais revients, ne se sont jamais inquiétés de faire abroger le droit de 1 fr. 20 c. qui frappe les charbons étrangers à l'entrée en France. Petit fait, dira-t-on? non, c'est une grande preuve d'indolence. C'est une faute dont l'étendue sera bien comprise avec les chiffres qu'elle a provoqués et qui vont suivre.

Voyons d'abord le résultat sur les prix :

Prix des charbons au 1^{er} janvier des années indiquées; d'après M. A. Raffalowitch dans le Marché Financier 1910-11.

Pour la France, les prix indiqués sont ceux faits dans le Nord et le Pas-de-Calais ; pour la Belgique, la moyenne des prix soumissionnés par les producteurs belges à la dernière adjudication de charbon des chemins de fer de l'Etat Belge précédant le 1^{er} janvier de l'année indiquée; pour l'Allemagne ce sont les prix de la Bourse d'Essen et des mines fiscales de la Sarre ; enfin, pour l'Angleterre on a choisi les prix de Newcastle.

ANNÉES	FRANCE (Nord)	BELGIQUE	ALLEMAGNE		ANGLETERRE
	TOUT-VENANT INDUSTRIEL 25 0/0 de gros	FINE GRASSES TYPE II	TOUT-VENANT		NORTHUMBERLAND A VAPEUR
Janvier	Francs.	Francs.	ESSEN	DUBWEIB	Francs.
1902	16 50	13 80	12 18 à 13 43	13 875	14 75 à 15. »
1903	16 50	12 98	11 25 à 12 48	13 875	14 375
1904	16 50	13 04	11 25 à 12 48	13 875	11 875
1905	15 25	11 78	11 25 à 12 48	13 875	11 25
1906	18 »	11 70	11 62 à 12 18	13 875	11 55 à 12 15
1907	18 50	13 »	13 125 à 13 75	15 125	15 90 à 16 85
1908	18 50	17 »	13 75 à 14 375	15 125	15 90 à 16 85
1909	17 50	14 »	13 75 à 14 375	14 75	12 50 à 12 80
1910	17 50	13 »	13 125 à 13 75	14 75	13 75 à 14 »
1911	18 50	13 »	13 125 à 13 75	14 75	12 75

Les revients de la production française sont donc grevés du montant des différences suivantes pour chaque tonne de houille consommée.

ANNÉES	DIFFÉRENCE EN PLUS sur L'INDUSTRIE ALLEMANDE	DIFFÉRENCE EN PLUS sur L'INDUSTRIE BELGE	DIFFÉRENCE EN PLUS sur L'INDUSTRIE ANGLAISE
	Francs.	Francs.	Francs.
1902	3 48	2 70	1 63
1903	3 94	3 52	1 12
1904	2 94	2 46	3 62
1905	2 69	3 47	4 »
1906	5 44	6 38	6 15
1907	4 37	3 50	2 12
1908	4 07	1 50	2 12
1909	3 25	3 50	4 85
1910	3 57	4 50	3 60
1911	4 57	5 50	6 35

Ces différences de prix pour l'approvisionnement de la houille occasionnent nécessairement des revients plus élevés pour l'énergie nécessaire aux transports et aussi à la production dans la plupart des grandes industries. L'énergie n'est pas seulement l'âme de l'activité industrielle ; mais son revient agréable provoque toujours de nouvelles industries, ce qui est particulièrement désirable pour notre pays si heureusement placé pour les transports maritimes et l'étendue de notre domaine colonial. La question de l'énergie qui semble indifférente à nos préoccupations officielles, est pourtant l'un des premiers facteurs de prospérité dans un temps où l'exagération de la vitesse est toujours considérée comme insuffisante. Nous avons concentré de justes soins sur la main-d'œuvre, qui est un autre facteur en production, et nous n'avons pas envisagé que

l'énergie représente l'outil pour la main-d'œuvre et pour notre élite d'action. Et le bon outil, chacun le sait, est toujours obligatoire pour accroître le rendement du bon ouvrier, ou compenser au moins l'insuffisance du médiocre. Le mauvais état de cette question de l'énergie peut aussi être démontrée par des chiffres.

Pour les transports par rail, les Compagnies accusent une dépense de 5^{frs},332 de charbon par 100 tonnes kilométriques pour les marchandises petite vitesse, dont le prix est d'environ 4 fr. 25 c. Comme la différence moyenne indiquée plus haut pour le prix de la houille en France est de 5 fr. 50 par tonne, il s'ensuit nécessairement une hausse dans le prix de nos transports sur ceux de nos concurrents étrangers, qui est équivalente à $5^{\text{frs}},332 \times 0,0055$ ou 0,0293. D'ailleurs, la consommation générale des Compagnies, qui est supérieure à 7.000.000 de tonnes, nous permet de fixer par un chiffre l'ensemble des différences dont se trouvent grevés nos transports français, soit :

Tonnes 7.000.000 \times 5 fr. 50 c.
ou différence sur le coût : 38.500.000 francs.

Si nous prenons ensuite les produits manufacturés lourds, ceux qui intéressent les transports par rail, et maritimes surtout, nous pouvons juger également, par un chiffre, l'importance de l'infériorité qui en résulte pour nos industriels qui désirent exporter leurs produits à l'étranger. La fabrication d'une tonne de papier nécessite la consommation d'une tonne de houille, soit pour les revients français une hausse de 5 fr. 50 c.

Nous pourrions produire ainsi les chiffres de nombreuses productions ; mais on pourrait objecter et admettre que certaines de nos industries possèdent des avantages nationaux pour l'approvisionnement des matières premières qui peuvent balancer ces différences de revients sur les marchés étrangers, comme le minerai par exemple. C'est exact. Aussi pour démontrer à nu les conséquences des hausses de prix de la houille sur les revients en général, nous prendrons les chiffres de tout un groupe de grandes industries, dans les textiles. Celles qui transforment le coton en tissus préparés pour la consommation. Ces industries françaises, comme toutes leurs concurrentes situées sur le continent, tirent leur matière première initiale, le coton, de la même provenance, soit des États-Unis pour les qualités ordinaires, ou d'Égypte pour les grades supérieurs. Etant ainsi placées à parité de condition pour la fabrication, et aussi de compétition au dehors pour l'écoulement de leurs produits, la comparaison des résultats de ces industries avec ceux de notre activité en général nous démontreront en toute évidence l'étendue des conséquences produites par ces différences arbitraires sur le coût du combustible en France.

Ce groupe d'industries se divise en différents outillages qui sont autant d'industries spéciales et qui se complètent les unes les autres pour obtenir les différentes préparations des tissus réclamées par la consommation. Tout d'abord les filatures qui transforment le coton en fils de toutes grosseurs ; puis les tissages qui font les tissus avec ces fils de coton ; ensuite, vient le finissage de ces tissus, soit pour être livrés en écreu, en blanc, en teintes diverses, ou encore imprimés sous le nom d'indiennes. Pour toutes ces nombreuses manutentions, ce groupe d'industries occupe directement plus de 125.000 personnes, hommes, femmes et jeunes gens.

Bien qu'étant d'une valeur marchande très modeste, la production de ces industries

est très sensible à l'influence des modes qui en impressionnent la demande sur les différents marchés universels. Et comme le ton de ces modes, même celles pour les gens de couleur, est toujours fixé par le goût parisien pour les unes, et par l'habileté des artistes français pour les autres, il semble qu'elles doivent être avantagées sur leurs concurrentes étrangères, pour leurs fabrications mêmes, et par autant de prestige sur les marchés extérieurs. Cette particularité favorable aux industries françaises soulignera davantage encore les résultats dans la comparaison des faits qu'il s'agit de démontrer en clair, non pas uniquement pour la confusion de l'inertie qui en est responsable, mais pour attirer l'attention de tous sur l'urgence pressante d'y remédier.

Cette question de nos revients dépasse de beaucoup les intérêts particuliers, et généraux même. Il s'agit de notre indépendance, ce qui est plus grave. Car, si nous ne parvenons pas à constituer une force économique capable d'assurer l'équilibre pour nos prix sur les marchés extérieurs, nous serons obligés d'accepter une tutelle dont nous n'aurons même pas le choix. Et nous ne disposions pas de cette force avant la guerre, comme le démontrent tous les chiffres que nous examinons. Il est évident que ce sont des intérêts économiques qui ont provoqué cette guerre, et que son but n'était autre que de fixer les conditions de notre mise en tutelle; puis d'en faire ensuite un appoint pour balancer la supériorité persistante de la force anglaise.

Par leurs productions qui servent de base pour le vêtement du plus grand nombre, les industries que nous examinons intéressent non seulement la masse des consommateurs, mais elles sont encore devenues productrices de matière première pour une industrie nouvelle, la confection. Cette nouvelle industrie est née en France, comme toujours, mais c'est l'Allemagne qui l'a développée! Et en faisant coup double pour les résultats. La confection lui a fourni le prétexte de faire état d'un goût et d'une mode allemande, Puis de concurrencer les industries textiles étrangères par ce nouveau moyen d'en présenter la production. Et pourtant, la qualité exceptionnelle de notre main-d'œuvre féminine, qui a créé cette industrie de la confection, permettait toutes les possibilités pour le plus grand succès chez nous. Tout s'enchaîne dans l'activité d'un pays, comme nous le voyons. La faute des uns ou l'indolence d'autres, placés tous aux endroits d'initiatives obligatoires, paralysent les efforts de tous ceux qui suivent. Et ces derniers peuvent être infiniment nombreux.

Les différences dans le coût du charbon, occasionnées chez nous par l'indolence et l'inertie, sont précisément l'une de ces fautes d'intérêt général qui paralysent les efforts de toute une population, et qui rabaisent la prospérité générale du pays en raison même de l'étendue de leurs conséquences. Comme les industries textiles consomment beaucoup de combustible et qu'elles sont productrices de matières premières pour d'autres industries, il sera facile d'en apprécier les répercussions par l'importance de ces différences sur les prix de revient.

En prenant pour base les unités de production de ces industries textiles, qui sont représentés par le poids de 1 kilogramme pour les fils de coton, et la pièce de 100 mètres pesant environ 8 kilogrammes pour les tissus écrus ou blanchis, et d'un poids moyen de 10 kilogrammes pour les tissus teints et imprimés, les quantités de charbon nécessaires à la fabrication de ces unités sont figurées comme suit, pour les quatre types classés sur les différents marchés.

INFLUENCE DES PRIX DU CHARBON SUR LES REVIENTS

Cours de 1911. — Grande-Bretagne	La tonne. Fr.	12 15
— — Belgique	—	13 00
— — Allemagne.	—	13 50
— — France	—	18 50

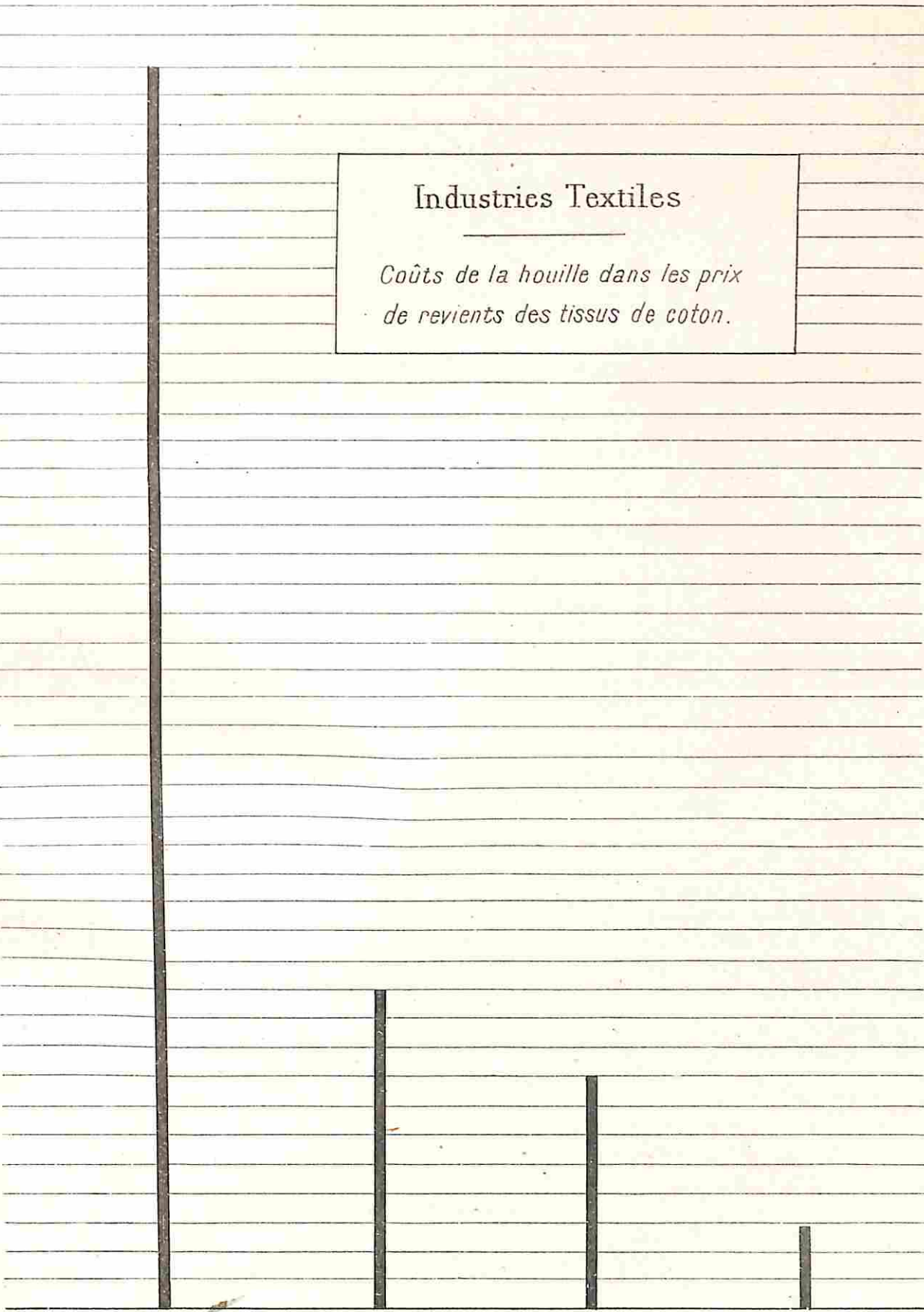
1° Les fils de coton. Unité 1 kilogr. Charbon nécessaire à la fabrication . .	Kg.	4,450
2° Les tissus écrus. 1 pièce. — — — — —	—	62,550
3° Les tissus blanchis. 1 pièce. — — — — —	—	78,550
4° Les tissus teints } ou imprimés. } — 1 pièce. — — — — —	—	126,550

			Pourcentage de la différence grevant les revients français.
1° Les fils de coton	France	$\frac{4^{kg},450 \times 18^{f}50}{1.000} = 0^{f}0823$	—
	Allemagne.	$\frac{4^{kg},450 \times 13^{f}50}{1.000} = 0.0600$	37,16 0/0
	Belgique.	$\frac{4^{kg},450 \times 13^{f}}{1.000} = 0.0578$	42,38 0/0
	Grande-Bretagne.	$\frac{4^{kg},450 \times 12^{f}15}{1.000} = 0.0540$	52,40 0/0
2° Les tissus écrus	France	$\frac{62^{kg},550 \times 18^{f}50}{1.000} = 1^{f}1571$	»
	Allemagne.	$\frac{62^{kg},550 \times 13^{f}50}{1.000} = 0.8442$	37,06 0/0
	Belgique.	$\frac{62^{kg},550 \times 13^{f}}{1.000} = 0.8131$	42,30 0/0
	Grande-Bretagne.	$\frac{62^{kg},550 \times 12^{f}15}{1.000} = 0.7599$	52,27 0/0
3° Les tissus blanchis.	France	$\frac{78^{kg},550 \times 18^{f}50}{1.000} = 0^{f}4531$	»
	Allemagne.	$\frac{78^{kg},550 \times 13^{f}50}{1.000} = 1.0604$	37,03 0/0
	Belgique.	$\frac{78^{kg},550 \times 13^{f}}{1.000} = 1.0211$	42,30 0/0
	Grande-Bretagne.	$\frac{78^{kg},550 \times 12^{f}15}{1.000} = 0.9543$	52,26 0/0
4° Les tissus teints ou imprimés. France		$\frac{126^{kg},550 \times 18^{f}50}{1.000} = 2^{f}3411$	»
	Allemagne	$\frac{126^{kg},550 \times 13^{f}50}{1.000} = 1.7084$	37,03 0/0
	Belgique.	$\frac{126^{kg},550 \times 13^{f}}{1.000} = 1.6450$	42,30 0/0
	Grande-Bretagne.	$\frac{126^{kg},550 \times 12^{f}15}{1.000} = 1.5376$	53,26 0/0

2.38
2.36
2.34
2.32
2.30
2.28
2.26
2.24
2.22
2.20
2.18
2.16
2.14
2.12
2.10
2.08
2.06
2.04
2.02
2.00
1.98
1.96
1.94
1.92
1.90
1.88
1.86
1.84
1.82
1.80
1.78
1.76
1.74
1.72
1.70
1.68
1.66
1.64
1.62
1.60
1.58
1.56
1.54
1.52
1.50

Industries Textiles
*Coûts de la houille dans les prix
de revients des tissus de coton.*

France Allemagne Belgique Grande Bretagne



Ces différences dans les revients ne sont naturellement pas compensées par un surplus de valeur à la production, puisqu'elles sont le fait de l'arbitraire; et le producteur français étant obligé d'en faire état dans l'établissement de ses prix de ventes, puisqu'il les a supportées, il en résulte une infériorité insurmontable sur les marchés étrangers. Et cette infériorité n'est pas seulement limitée aux montants de ces différences, mais encore à une progression de différences occasionnées par les nombreux produits accessoires nécessaires aux fabrications, comme les produits chimiques ou drogues de toute nature, qui entrent pour au moins un tiers dans les revients. Et les pourcentages extraits précédemment ne s'entendent que pour la consommation de houille nécessaire à la production de force et de vapeur seulement. Ils ne représentent donc que le minimum d'influence dans les revients des différentes fabrications envisagées.

Mais la concurrence est vive pour les marchés extérieurs. Les affaires s'y disputent fort souvent à des prix tout proches des revients. Et comme il s'agit de quantités importantes qui doivent assurer la régularité nécessaire à la production de toute grande industrie, les vendeurs abaissent leurs prix jusqu'aux extrêmes limites des profits. Un bénéfice de 0 fr. 25 c. par pièce de 100 mètres est pris en considération par les vendeurs qui descendent même jusqu'à la limite des revients dans la période d'inactivité de la demande. Et cette éventualité de sacrifier les profits pour obtenir seulement la quantité en production, puisqu'il n'existe plus de profits, n'est pas une exception pour la grande industrie. C'est une nécessité pour assurer la marche intensive de la fabrication qui, seule, peut faire les bons chiffres au crédit des résultats. Car si la production ne peut être assurée régulièrement et avec une marche intensive, les résultats se trouvent influencés défavorablement par la hausse automatique des revients. L'exactitude dans l'établissement des revients est donc une obligation de premier ordre dans ces industries de quantités, et leur compression devient ensuite une première nécessité pour assurer les bons rendements en tout état de cause.

La bonne organisation des transports généraux, la facilité et la puissance du crédit dans les banques, la grande habileté et les bonnes relations des vendeurs, sont désirables et nécessaires, même pour obtenir la préférence dans la compétition des affaires, mais la préférence à parité de prix et qualité seulement. Car, si le revient plus élevé, pour quelque cause que ce soit, ne permet pas de baisser les prix de vente au niveau de ceux demandés par la concurrence, tous ces avantages restent limités à la petite valeur des arguments de sentiment. Ce sont les revients les plus bas qui constituent la clef de tout succès à l'exportation. Ils représentent la force pour toutes productions.

Aussi, les industries qui consomment beaucoup de houille sont précisément celles qui accroissent la consommation de leurs produits par la diminution de leurs revients. Et ce sont celles-là qui ont permis d'élever tous les chiffres aux exportations. Les augmentations dans les populations sont insuffisantes pour expliquer l'énorme accroissement de l'ensemble des chiffres d'exportation, qui se comparent comme suit :

EXPORTATIONS

Pour l'ensemble des cinq grands exportateurs :

BELGIQUE;
GRANDE-BRETAGNE;
FRANCE;
ITALIE;
ALLEMAGNE.

1912	Accroissement de population sur 1890.	19 1/2 0/0
1912	— des exportations sur 1890.	111 0/0

C'est la diminution des revients, et par conséquent la réduction des prix de vente, à parité d'usage ou de service, qui ont permis cet accroissement dans la consommation générale. La vigueur pour l'activité d'un pays en dehors de ses propres marchés, ainsi que les possibilités d'extension progressive des quantités proviennent de ces grandes industries qui consomment beaucoup de houille et beaucoup de main-d'œuvre. Et, comme les nôtres se trouvent en infériorité par le fait des prix arbitraires du combustible, elles ne peuvent concourir avantageusement sur les marchés étrangers. Cette infériorité est une des causes de lenteur dans notre accroissement progressif en exportation, comme indiqué aux tableaux précédents et que nous pouvons figurer par les pourcentages suivants pour indication :

EXPORTATIONS

Montants progressifs.

	Augmentation de 1890 à 1912.
Belgique.	220 0/0
Allemagne.	197 0/0
Italie.	155 0/0
Grande-Bretagne.	147 0/0
France	136 0/0

Si nous voulons améliorer notre mauvais classement dans l'accroissement des exportations, il faut concentrer notre attention et nos soins sur la diminution des prix de revients en production. Il faut permettre à nos industries la possibilité des revients équivalents à ceux de la concurrence qu'elles rencontrent sur les marchés extérieurs. Avant d'entreprendre la transformation de l'aménagement de nos ports de commerce, qui est indispensable, avant de créer une marine marchande qui est obligatoire; avant d'organiser le crédit à l'exportation qui est nécessaire, il faut organiser la possibilité de comprimer nos revients en production. Nous disons bien **organiser** cette possibilité-là.

Notre mauvais classement n'est autre résultat que le produit de notre limitation d'effort dans tous les compartiments. Il faut le reconnaître, puisque c'est la vérité. Mais si nous ne pouvons changer cette vérité, nous pouvons nous changer nous-mêmes, et faire que l'activité soit réhabilitée, générale, communicative, ascendante. Il faut surtout concentrer nos qualités et nos moyens sur les compartiments de notre production susceptibles de grands rendements, car nous ne pouvons prétendre à la supériorité dans tous les genres. Nous ne pouvons l'espérer que là où les chiffres en ont déjà démontré la possibilité, et le groupe des textiles que nous examinons, et dont nous avons précisé le montant d'infériorité dans l'établissement des revients, est au nombre de ces industries vigoureuses qui pourraient augmenter notre prestige au dehors et pousser les augmentations dans l'accroissement de nos exportations. Et la clientèle extérieure pour la production de ces industries est extrêmement étendue et toujours progressive. Il suffit d'ailleurs d'indiquer les chiffres d'exportation d'un seul fournisseur pour en signaler l'importance.

EXPORTATION

Industries textiles. — Coton.

1914		1913
GRANDE-BRETAGNE		FRANCE
Francs.		(hors régime protecteur). Francs.
302.324.209	Fils de coton.	20.055.717
582.334.866	Tissus écrus.	4.333.460
561.633.629	Tissus blanchis.	5.787.090
534.979.804	Tissus teints.	64.390.855
320.224.767	Tissus imprimés.	1.249.062
<u>2.301.497.275</u>		<u>94.816.184</u>

Notre chiffre est misérable en regard de la concurrence, n'est-ce pas? Mais la raison en est toute simple. Elle est démontrée clairement par la différence dont nos revients sont grevés par le fait des prix de la houille sur notre marché. Cette seule différence (et il y en a d'autres) qui s'élève de 37 à 52 0/0 sur le coût de l'énergie nécessaire à ces industries textiles est plus que suffisante pour dominer notre production et assurer des profits agréables à la concurrence.

Tous les efforts se brisent contre cette impossibilité matérielle qui doit être examinée et résolue tout d'abord. La fabrication c'est la fonction de l'exportation. Et c'est cette fonction qu'il faut créer ou organiser avant de s'inquiéter des moyens : marine marchande, crédit, etc., qui ne sont que les organes de ladite fonction.

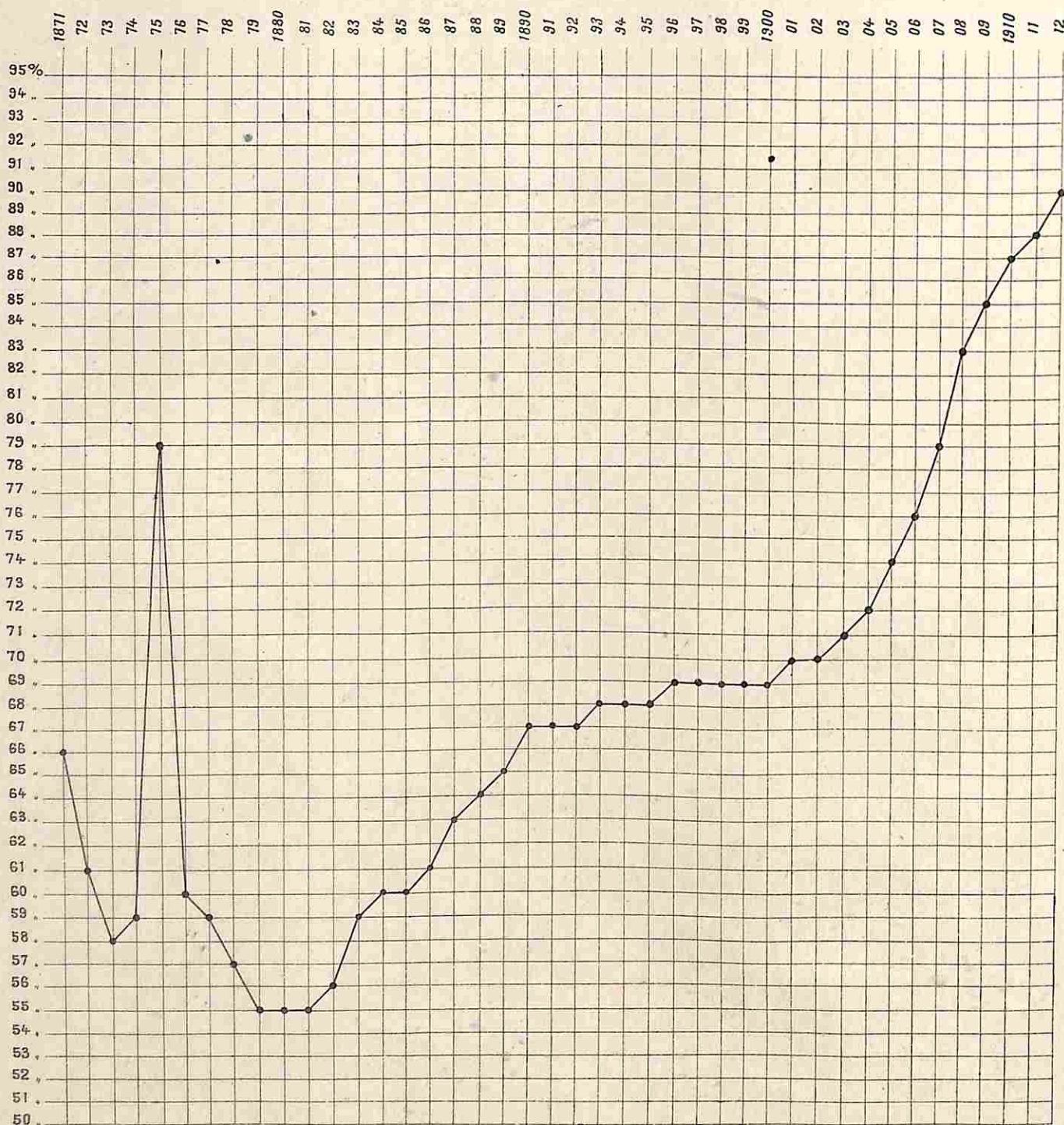
Il y a des forces toutes prêtes, insoupçonnées, dans nos industries françaises qui restent ainsi paralysées et qui pousseront nos chiffres en avant dès que nous aurons organisé la possibilité d'établir des revients, non pas équivalents même, mais moins éloignés de ceux de la concurrence. Il y a de la qualité qui s'use gratuitement sur notre marché, faute d'espace, et qui répondra tout de suite aux premiers encouragements que nous devons organiser contre les fausses raisons de l'indolence et de l'inertie. Mais examinons donc nos chiffres comme il convient, et nous verrons dans nombre de compartiments industriels qu'il existe des réserves d'énergie et de volonté capables de démontrer immédiatement que la compression des revients est la clef de toute prospérité industrielle et commerciale.

Malgré cette cause matérielle évidente, puisqu'elle est fixée par un chiffre, nos industries textiles montrent néanmoins un pourcentage d'accroissement très supérieur à celui du montant général de tous nos produits exportés. N'est-ce pas une preuve que ces industries deviendraient des exemples d'énergie pour l'expansion au dehors, si nous organisions la possibilité de comprimer les revients en toutes productions françaises?

Voici la comparaison des chiffres de ce groupe de textiles avec le mouvement général de nos exportations.

Vigueur des Industries Textiles

*Pourcentage de la Progression des tissus de coton exportés sur le montant
général des Exportations Françaises*



Exportations Françaises
hors protection douanières
Montant Général

EXPORTATIONS FRANÇAISES

Hors Protection douanière

ANNÉES	MONTANT	MONTANT	MONTANT	MONTANT	POURCENTAGE de la PROGRESSION des Tissus de coton sur la progression du montant général des exportations
	GÉNÉRAL ANNUEL	PROGRESSIF	ANNUEL Tissus coton	PROGRESSIF	
	Millions	Millions	Milliers	Milliers	o/o
1871	2.702	2.702	18.068	18.068	0,66
1872	3.536	6.258	20.510	38.578	0,61
1873	3.591	9.849	19.368	57.946	0,58
1874	3.517	13.366	21.168	79.114	0,59
1875	3.673	17.039	26.571	105.685	0,79
1876	3.380	20.419	18.542	124.227	0,60
1877	3.248	23.667	15.454	139.681	0,59
1878	2.999	26.666	13.030	152.711	0,57
1879	3.043	29.709	13.479	166.190	0,55
1880	3.257	32.966	16.975	183.165	0,55
1881	3.344	36.310	20.002	203.167	0,55
1882	3.338	39.648	20.689	223.856	0,56
1883	3.223	42.871	31.198	235.054	0,59
1884	3.021	45.892	21.174	276.228	0,60
1885	2.835	48.746	21.083	297.311	0,60
1886	2.997	51.744	20.992	318.303	0,61
1887	3.029	54.773	29.030	347.333	0,63
1888	3.007	57.780	28.656	375.989	0,65
1889	3.455	61.235	32.011	408.000	0,66
1890	3.478	64.713	27.069	435.069	0,67
1891	3.227	67.940	25.593	460.662	0,67
1892	3.192	71.132	22.695	483.357	0,67
1893	2.975	74.107	20.601	503.958	0,68
1894	2.789	76.896	20.309	524.267	0,68
1895	3.065	79.961	26.971	551.238	0,68
1896	3.081	83.042	26.715	577.953	0,69
1897	3.260	86.302	20.872	598.825	0,69
1898	3.156	89.458	19.294	618.119	0,69
1899	3.719	93.177	26.374	644.493	0,69
1900	3.673	96.850	33.014	677.507	0,69
1901	3.547	100.397	31.868	709.078	0,70
1902	3.786	104.183	30.490	739.565	0,70
1903	3.783	107.966	34.698	774.263	0,71
1904	3.950	111.916	39.636	813.899	0,72
1905	4.330	116.246	50.406	864.305	0,74
1906	4.709	120.955	61.180	925.485	0,76
1907	4.970	125.925	74.412	999.897	0,79
1908	4.426	130.351	93.796	1.093.693	0,83
1909	5.075	135.426	66.994	1.160.687	0,85
1910	5.568	140.994	71.901	1.232.588	0,87
1911	5.347	146.341	69.551	1.302.139	0,88
1912	5.865	152.206	80.145	1.382.284	0,90
	152.206		1.382.284		

Ainsi, par ces exemples précis, pris parmi quantités d'autres dans les grandes branches d'activité nous pouvons juger où se trouvent exactement les points de force capable de nous permettre le rachat du retard que nous avons sur nos concurrents. Mais, il faut organiser les possibilités de développement pour notre agriculture et nos industries, en remontant à la cause de leur infériorité vis-à-vis de la concurrence qu'elles doivent dominer coûte que coûte. Et cette première cause est quasiment tout entière dans les mauvais prix de revients de nos productions agricoles et industrielles.

Bien entendu, la position de la houille précisée plus haut, page 29, où nous constatons un déficit progressif d'extraction sur la consommation est un excellent prétexte pour faciliter les différences de prix sur nos voisins et concurrents. Mais, si nous sommes en déficit d'une manière croissante : 24,9 0/0 en 1903 et 34,5 0/0 en 1911, et que nous nous maintenons le droit de 1 fr. 20 c. par tonne, à l'importation de la houille en France, car il existe un droit sur l'entrée de cette matière première, ne semble-t-il pas que cela puisse signifier clairement que nous tous Français désirons provoquer l'exagération de la hausse des prix de la houille sur notre marché ?

Cette taxe de 1 fr. 20 c. par tonne à l'importation, dont le produit s'est élevé à 26.194.000 francs pour 1913, par exemple, ne peut être considérée comme une nécessité bénévole de créer des ressources pour le Trésor. Les conséquences en sont tellement considérables et néfastes qu'il serait ridicule d'en présenter une aussi pauvre justification. Les Compagnies de chemins de fer pourraient même l'acquitter et y trouver encore un large profit puisqu'elles s'en trouvent grevées indirectement d'un montant d'au moins 38.500.000 francs.

Cette taxe se présente donc comme une grande stupidité. Et, nous ne paraissons pas avoir beaucoup réfléchi sur une négligence aussi considérable, puisque nous en confirmons le maintien chaque année, sans discussion même, depuis un demi-siècle. Et quelle plus grande preuve d'indolence et d'inertie pour notre élite d'action. Comment ! voilà un petit fait, puisqu'il ne représente qu'une somme misérable dans nos milliards de dépenses générales, mais dont la répercussion doit paralyser toute l'exportation de nos objets fabriqués ; et notre élite d'action et ses représentants n'y concentrent aucune attention. Voilà pourtant le fait. Et ce fait serait risible s'il n'atteignait que les intérêts particuliers des responsables de notre élite d'action et ses représentants. Mais les conséquences de ce fait se multiplient en progression d'influence jusqu'aux salaires les plus modestes. Et ne sont-ce pas les salaires grands et petits, les petits surtout, qui forment *l'élasticité* entre le coût des matières premières et les possibilités de vente pour les produits fabriqués ? Et sa compression ou sa détente ne sont-elles pas les causes exactes de tous les malentendus, de toutes les grèves qui ruinent les uns et les autres. Notre inertie n'est pas seulement méprisable, elle est coupable.

Nous allons nous récrier sans doute, et nous indigner contre les bénéficiaires tout indiqués du fait, les charbonnages. Ne sont-ils pas les responsables ?... Surtout ne perdons plus aucun temps à critiquer, à incriminer même les bénéficiaires de nos erreurs ou de nos propres fautes. C'est en procédant ainsi que nous avons fait le jeu de tous nos fauteurs d'abus depuis quarante ans. Le moment est court et critique. Commençons par changer nos habitudes de vaines criaileries contre les conséquences de nos propres gestes. Est-ce que nous pouvons espérer que ces bénéficiaires peuvent venir

nous humilier; oui, nous humilier en refusant le présent bénévole que nous leur renouvelons avec une telle persistance. C'est pourtant la signification, la conclusion logique de notre manière de défendre nos intérêts avec des mots cinglants ou des discours enflammés.

En examinant ce gros fait de notre simplicité, nous remarquerons même que nous avons obligé ces bénéficiaires de créer des raisons pour la justification de cette taxe sur la houille. Et, quel est l'argument imaginé par la puissance des charbonnages? Précisément la confirmation des conséquences de la mesure. Oui, l'argument présenté pour sa justification est précisément le maintien de l'élévation des prix nécessaires pour faciliter l'existence de certains de nos charbonnages, qui exploitent dans de mauvaises conditions

Évitons, surtout, d'ouvrir une discussion sur la valeur de cet argument dont le simple énoncé indique précisément que le contraire serait à pousser avec la dernière énergie. Est-ce qu'il est possible d'envisager qu'il peut exister un intérêt national d'encourager le maintien d'entreprises vouées au déficit? Ou ces entreprises souffrent par manque de force dans leurs directions, ou elles sont au terme de leur existence.

Dans le premier cas, il se trouvera sûrement des mains plus robustes pour les reprendre; et dans le second, il importe de hâter la fin de leur existence au lieu de la prolonger.

Donc, nous acceptons bénévolement de servir une royauté annuelle de 1 fr. 20 c. pour chaque tonne de production aux charbonnages français. Cette annuité représente théoriquement pour l'année 1911, par exemple, un montant de $39.350.000 \times 1 \text{ fr. } 20 \text{ c.}$ ou 47.220.000 francs. Mais, autre fait plus grave, cette royauté n'est pas perçue par un encaissement direct et c'est fort dommage. Elle sert de point d'appui pour le levier des hausses de prix. Ces hausses sont si tentantes et si faciles avec une telle supériorité de la demande sur la production. Aussi cette royauté se multiplie-t-elle par les accords inévitables qu'elle engendre, et qui sont corrects, ne l'oublions pas, pour s'élever en fait à plus de 6 francs par tonne! Et, en prenant la moyenne de 5 fr. 50 c. par l'ensemble de la production, le montant acquitté effectivement par les consommateurs, se trouve ainsi fixé :

Tonnes: $39.350.090 \times 5,50$ ou 218.250.000 francs.

Voilà donc la conséquence pour la consommation. Toutefois, pour bien éclairer toutes les faces de la question, il convient d'examiner aussi si cette royauté énorme ne répond pas à une nécessité dans l'exploitation desdits charbonnages. Ou la royauté offerte de 1 fr. 20 c. par tonne est insuffisante pour combler les déficits, et dans ce cas les charbonnages sont obligés d'organiser les manœuvres de hausses pour couvrir leur revient. Mais, par contre, si ce surplus de 5 fr. 50 c. qui entre dans les caisses des dits charbonnages ne sert qu'à démesurer des profits rationnels d'exploitation, nous pourrions considérer cette royauté comme un scandale, n'est-il pas vrai? Un scandale pour ceux qui le tolèrent et qui en sont victimes; et non pas pour les bénéficiaires! Ces derniers ont le droit de le tenter, comme les victimes ont le droit et surtout le devoir de s'y soustraire. Il faut l'admettre et en convenir. N'est-ce pas le jeu normal des influences économiques? Nos alliés anglais, les américains, nos ennemis même,

l'ont pratiqué à outrance dans tous les domaines. Et pour le plus grand bien des intérêts particuliers de chacun d'eux. C'est la politique nouvelle qui enrichit, et qui a remplacé la nôtre qui épuise.

Nous considérons que les charbonnages peuvent organiser même l'exagération dans leurs profits. Est-ce que cela n'est pas le devoir de tous ceux qui sont en position de défendre des intérêts ? C'est pourquoi nous incriminons seulement les victimes qui s'y soumettent par indolence. Et que nous les chargeons d'autant que ces dits charbonnages peuvent vivre et progresser sans cette royauté qui leur est servie si stupidement depuis un demi-siècle. La preuve doit en être très sensible, d'ailleurs, dans les résultats des opérations des charbonnages.

Il est d'usage constant et admis que toutes les industries, lorsqu'elles sont prospères, limitent leurs distributions de profits à des moyennes variant entre 3 et 5 0/0 des cours de leurs actions. Et que l'excédent, quand il s'en trouve, manifeste automatiquement sa présence par une poussée dans la hausse des cours. Quand les Sociétés distribuent entièrement le montant net de leurs profits, les cours ne se maintiennent pas ; ils fléchissent. Et cela est fort compréhensible. Ne sont-ce pas les dirigeants de la valeur qui donnent la note d'influence des cours, par la manipulation de leurs propres intérêts. Et rien de plus normal et de plus correct. La hausse progressive d'une valeur pendant une suite d'années consécutives est donc la représentation très approximative du surplus des profits distribués. Si donc, nous établissons un parallèle entre les cours des valeurs des charbonnages français qui sont parfaitement administrés, et les valeurs choisies parmi les meilleures des autres industries (consommateurs de houille), nous devons constater la même moyenne d'influence dans les cours. Et cette moyenne entre un groupe fournisseur de matière et un autre groupe consommateur de cette matière opérant sous la même influence des conditions générales devrait être sensiblement égale. Car il semble impossible d'admettre que l'un des deux groupes, disposant d'une puissance de moyens non pas seulement équivalente, mais supérieure à l'autre, accepte bénévolement de lui procurer les possibilités d'une exagération de profits à son propre détriment ? Le tableau suivant permet donc l'établissement d'une opinion précise sur la question :

LES CHARBONNAGES ET LEURS PRINCIPAUX CLIENTS

Valeur des actions pour chacun des deux Groupes

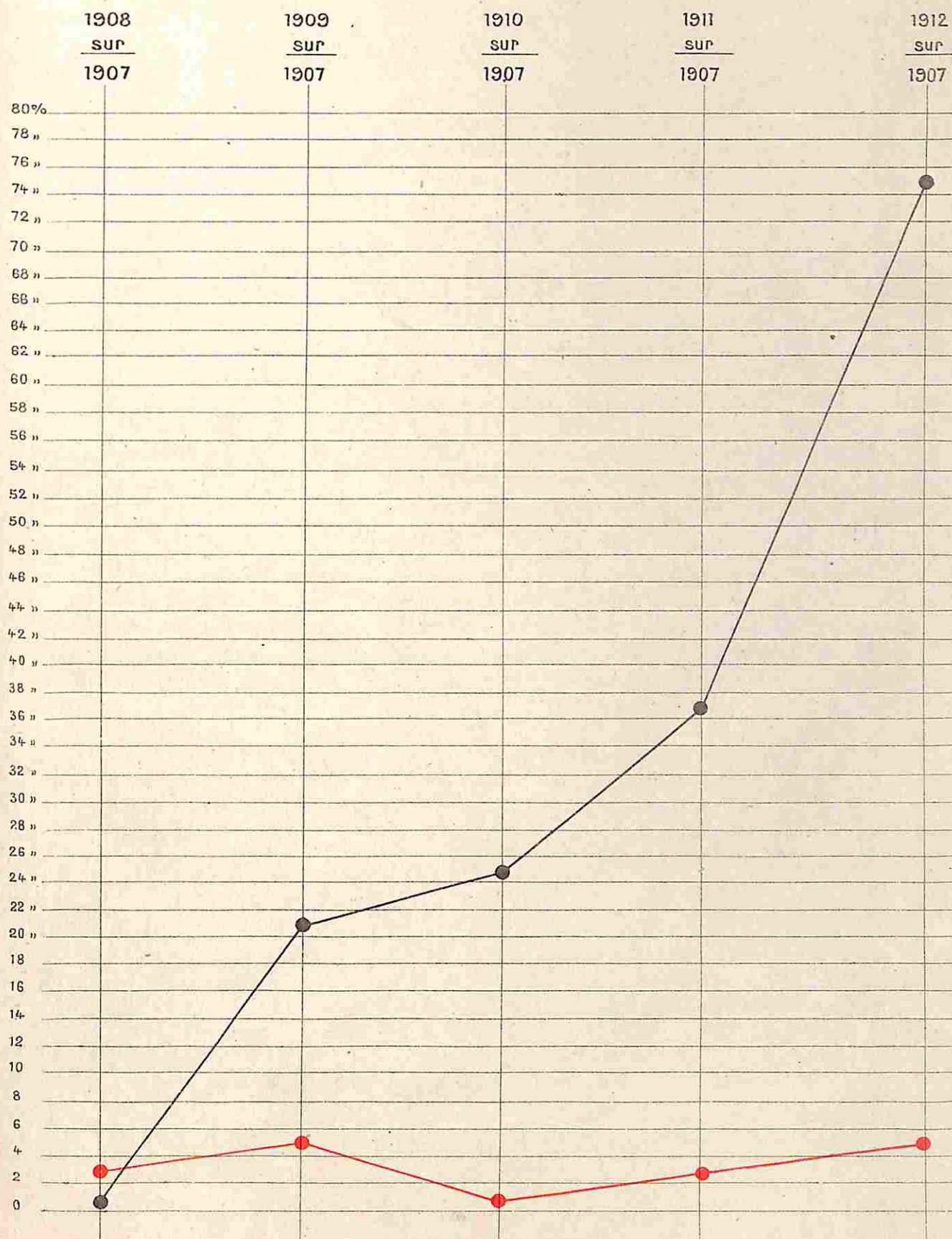
	20 Déc. 1907	20 Déc. 1908	20 Déc. 1909	20 Déc. 1910	20 Déc. 1911	20 Déc. 1912
	Francs	Francs	Francs	Francs	Francs	Francs
Albi	6.000.000	5.730.000	6.600.000	7.020.000	9.420.000	12.750.000
Aniche	112.320.000	115.200.000	130.480.000	155.520.000	177.768.600	228.888.000
Anzin	184.320.000	119.440.000	226.080.000	244.056.000	228.960.000	248.716.800
Béthune	82.110.000	79.900.000	89.930.000	91.800.000	91.800.000	115.600.000
Blanzy	43.500.000	46.800.000	54.000.000	58.500.000	84.750.000	117.000.000
Bruay	263.700.000	279.900.000	343.500.000	366.700.000	378.300.000	510.000.000
Carvin	7.199.625	8.284.500	12.229.500	13.807.500	14.951.550	19.212.150
Clarence	3.500.000	4.900.000	8.780.000	9.400.000	9.500.000	5.040.000
Courrières	156.000.000	170.400.000	201.900.000	205.200.000	214.620.000	345.600.000
Crespin	5.040.000	6.300.000	6.300.000	6.440.000	6.580.000	6.125.000
Douchy	18.110.680	18.238.220	20.934.780	19.331.420	18.894.140	19.404.300
Dourges	55.440.000	55.800.000	64.800.000	77.400.000	81.900.000	87.390.000
Drocourt	15.923.000	17.500.000	21.000.000	24.115.000	24.675.000	28.700.000
Escarpelle	28.143.375	29.009.325	30.019.600	25.001.200	23.092.000	24.755.035
Ferfay	6.282.500	7.009.800	7.980.000	8.820.000	8.295.000	7.140.000
Flines-les-Raches	2.550.000	2.100.000	1.800.000	2.250.000	2.310.000	2.080.000
Lens	235.500.000	232.000.000	296.100.000	330.960.000	396.300.000	554.300.000
Liévin	123.055.200	123.930.000	131.220.000	126.846.000	121.303.600	139.530.600
Ligny-les-Aire	7.200.000	7.440.000	7.932.000	6.840.000	5.580.000	7.920.000
Marles 30 0/0	34.960.000	36.720.000	39.340.000	39.536.000	44.800.000	57.984.000
Marles 70 0/0	99.840.000	97.920.000	104.000.000	115.840.000	136.960.000	179.520.000
Meurchin	53.900.000	53.760.000	58.800.000	54.600.000	47.300.000	48.960.000
Ostricourt	12.510.000	13.320.000	18.750.000	18.480.000	17.220.000	18.000.000
Thivencelles	3.970.000	4.450.000	5.825.000	6.775.000	8.250.000	11.050.000
Vicoigne	96.880.000	112.400.000	132.800.000	133.280.000	131.200.000	152.400.000
	1.657.956.380	1.668.451.845	2.021.100.880	2.145.518.120	2.284.431.890	2.898.103.885
Chemins de fer de l'Est	533.776.000	543.120.000	540.784.000	520.344.000	543.120.000	525.600.000
— du Nord	939.225.000	938.175.000	921.375.000	834.750.000	858.375.000	864.675.000
— de Lyon	1.088.000.000	1.091.200.000	1.056.000.000	959.200.000	960.000.000	999.200.000
— d'Orléans	812.400.000	844.800.000	855.000.000	790.800.000	750.000.000	792.000.000
— du Midi	282.500.000	293.000.000	293.500.000	283.000.000	273.500.000	284.500.000
— de l'Ouest	248.700.000	281.100.000	294.000.000	280.800.000	274.200.000	268.500.000
— Départementaux	37.800.000	40.200.000	40.080.000	38.880.000	37.260.000	37.500.000
— Economiques du Nord	7.920.000	9.020.000	8.448.000	8.976.000	9.152.000	8.492.000
— de l'Est-Algérien	34.600.000	34.500.000	35.150.000	34.150.000	34.250.000	32.300.000
— du Sud de la France	8.200.000	8.100.000	40.800.000	9.250.000	8.900.000	6.750.000
— Métropolitain	151.500.000	151.500.000	184.500.000	178.500.000	207.000.000	188.400.000
— Nord-Sud	72.300.000	75.000.000	102.000.000	93.300.000	83.100.000	69.000.000
	4.216.921.000	4.309.715.000	4.341.637.000	4.031.950.000	4.038.857.000	4.076.917.000

CHARBONNAGES (Suite)

	20 Déc. 1907	20 Déc. 1908	20 Déc. 1909	20 Déc. 1910	20 Déc. 1911	20 Déc. 1912
	Francs	Francs	Francs	Francs	Francs	Francs
Cie Générale Française de Tramways.	57.200.000	57.400.000	60.300.000	56.700.000	55.000.000	50.700.000
Cie des Tramways de Paris.	38.200.000	34.980.000	42.900.000	36.300.000	39.600.000	40.480.000
Cie d'Electricité de Paris.	38.300.000	39.700.000	50.800.000	52.500.000	62.400.000	78.410.000
Cie Générale d'Electricité.	36.000.000	39.930.000	48.950.000	63.750.000	68.080.050	61.750.000
Eclairage Electrique.	24.439.000	24.924.000	19.437.000	17.391.000	19.809.000	11.718.000
Electricité Ouest-Parisien	25.000.000	23.200.000	29.800.000	29.800.000	31.200.000	35.000.000
Edison.	21.060.000	27.620.000	28.360.000	21.100.000	18.460.000	18.040.000
Thomson.	73.800.000	87.000.000	93.000.000	96.720.000	96.240.000	97.200.000
	308.819.000	336.774.000	376.547.000	374.261.000	390.759.000	393.288.000
Acieries de la Marine	70.840.000	77.336.000	80.360.000	85.680.000	94.360.000	106.904.000
— du Nord et de l'Est	52.770.000	54.150.000	62.430.000	66.150.000	65.400.000	68.700.000
— de Longwy	49.440.000	54.240.000	60.912.000	66.288.000	71.904.000	82.080.000
— de Chatillon-Commentry.	43.364.000	48.322.000	56.018.000	64.750.000	73.075.000	79.476.000
	216.414.000	234.048.000	259.720.000	282.868.000	304.739.000	337.160.000
Le Creusot	144.000.000	142.500.000	142.500.000	140.250.000	144.375.000	157.050.000
Ateliers de Construction Jeumont.	45.000.000	18.400.000	34.200.000	37.000.010	65.000.000	86.900.000
Ateliers de Saint-Nazaire	22.800.000	22.036.000	25.056.000	25.176.000	27.532.000	30.792.000
Constructions mécaniques (Cail).	12.816.000	15.696.000	21.960.000	28.224.000	32.040.000	34.920.000
Decauville	4.450.000	2.530.000	5.700.000	6.050.000	7.700.000	8.000.000
Rives-Lille	8.236.000	12.624.000	18.120.000	22.536.000	24.264.000	26.664.000
Chantiers Méditerranée	28.991.000	38.480.000	31.954.000	31.512.000	28.730.000	26.910.000
Société Lorraine Diétrich.	57.770.000	45.368.000	27.666.000	20.034.000	20.352.000	28.620.000
Dyle et Bacalan ord.	16.352.000	18.720.000	21.504.000	17.664.000	13.760.000	10.752.000
	307.134.000	316.394.000	328.660.000	328.446.000	360.773.000	410.608.000
Cie de Métaux.	30.400.000	34.300.000	34.800.000	36.750.000	39.850.000	39.250.000
Tréfileries du Havre.	28.210.000	31.304.000	37.856.000	41.314.000	48.230.000	49.868.000
Métallurgie de Dives.	15.240.000	15.440.000	18.560.000	19.880.000	21.680.000	20.960.000
	73.850.000	81.044.000	91.216.000	97.944.000	109.760.000	110.078.000
Société de Chauffage et Force Motrice.	50.000.000	53.800.000	57.600.000	50.600.000	58.000.000	55.000.000
Cie Française Eclairage et Chauffage.	40.486.000	10.764.200	14.320.600	14.962.600	14.423.600	14.059.800
Cie Générale Electrique de Bordeaux .	13.384.000	8.344.000	8.400.000	7.504.000	7.000.000	4.648.000
Gaz et Eau.	17.970.000	18.150.000	18.390.000	19.410.000	18.450.000	18.270.000
Gaz et Electricité de Marseille	25.774.000	25.431.000	27.881.000	33.320.000	35.427.000	32.340.000
Gaz de Paris	34.560.000	33.600.000	36.600.000	37.080.000	36.840.000	35.040.000
	152.174.000	150.089.200	160.191.600	159.876.600	170.140.600	159.357.800
Industrie Lumière	39.200.000	37.000.000	33.420.000	38.800.000	38.400.000	34.200.000
Textile (Allart)	9.700.000	9.700.000	8.740.000	8.360.000	7.800.000	7.220.000
Saint-Gobain	135.242.750	147.199.000	143.061.750	144.150.500	152.468.550	175.593.600
Papeteries de l'Ouest	5.040.000	5.292.000	4.122.000	4.320.000	5.166.000	4.770.000
	489.162.750	499.191.000	489.043.750	495.630.500	203.834.350	221.783.600
TOTAL.	4.247.553.750	4.317.540.200	4.405.378.350	4.439.026.100	4.540.006.150	4.632.275.400
Chemins de fer.	4.216.921.900	4.309.715.000	4.341.637.900	4.031.950.000	4.038.837.000	4.076.917.000
TOTAL GÉNÉRAL.	5.464.474.750	5.627.255.200	5.747.015.350	5.470.976.100	5.578.863.150	5.709.192.400

Accroissement des charbonnages

Accroissement des Consommateurs



Accroissements.

Charbonnages.	74,79 0/0
Consommateurs	4,47 0/0

Rien à commenter, n'est-ce pas, sur une telle position ?

C'est d'ailleurs l'un des plus beaux faits de la dictature de l'inertie.

Les étrangers, nos concurrents, qui regardent cette position par-dessus nos épaules, et qui en bénéficient nécessairement, puisqu'elle limite notre concurrence, doivent avoir une opinion intime assez faible sur notre vigueur ? Ils en peuvent être d'autant plus frappés qu'ils ont l'habitude d'examiner leurs propres chiffres en toutes occasions et d'en établir la comparaison avec ceux de leurs concurrents, tandis que nous faisons le contraire avec la même ponctualité. Nous aimons si peu le bienfait des justes critiques que nous évitons les occasions de les provoquer. C'est cette indifférence pour le contrôle de nos chiffres qui explique la persistance de nos préjugés et l'exagération de cette inertie dont nous avons tous à rougir.

Nous avons certes de beaux exemples d'énergie particulière parmi nous ; mais il ne s'agit pas d'individualités ni de particularités dont nous estimons la moyenne au moins égale en valeur à celle du meilleur parmi nos concurrents. La question est plus haute, plus importante. Il s'agit du classement de l'ensemble de nos résultats à tous, et ce classement d'après le degré qu'il occupe parmi ceux des compétiteurs représente le plus ou moins de possibilité de réussite pour les efforts personnels et particuliers à chacun de nous. Il faut que chacun y réfléchisse.

Il est un vieux dicton que chacun sait et que les Anglais semblent aimer et pratiquer tout particulièrement : il faut être l'ami de son docteur et de son banquier. Nous paraissions l'avoir mis en pratique aussi chez nous, puisque les médecins n'ont jamais gagné autant de grosses sommes, et que nos banquiers semblent plus opulents que ceux de nos voisins et concurrents. Nous avons donc été les amis des uns et des autres. Mais les banquiers, eux, ont-ils été nos amis ? Non, à coup sûr, si nous examinons les résultats de nos relations avec eux.

Contrairement à nos charbonnages qui ont toujours bénéficié et profité du plus parfait silence, nos banques ont été dénoncées comme un péril.

Et cela était exact. Mais nous insisterons encore à ce sujet pour dire que les justes griefs qui sont reprochés aux banques, et dont nous sommes les victimes, comme toujours, sont notre propre faute. Ces banques, comme les charbonnages et toutes les spécialités nécessaires à la production et aux échanges, ne sont autres que des fournisseurs. Elles vendent du crédit sous forme d'espèces ou de papiers-actions ; ce crédit sous l'une de ces deux formes n'est autre qu'un instrument pour acquérir. En achetant ou l'un ou l'autre aux banques, nous manifestons notre intention d'avancer et d'acquérir, et nous manifestons d'autant notre désir d'activité en achetant ce crédit sous l'une ou l'autre forme que nous n'ignorons pas qu'il y a des risques à courir par l'emploi du crédit par nos propres moyens ou par l'intermédiaire de la Société dont nous avons acheté l'action. Nous voulons donc courir des risques, mais pour avancer, pour acquérir.

Si donc nous avons acheté des actions, des valeurs à revenus variables, et que

l'ensemble des résultats soit mauvais, c'est que nous avons manqué de jugement tout d'abord et que notre ami le banquier a manqué de qualité pour établir les bonnes bases à la Société où nous sommes intéressés par son intermédiaire. Voilà le mécanisme dans toute sa simplicité.

Mais nous voyons aux tableaux des opérations que nous avons demandé aux banques non pas du crédit espèces pour agir, ni des actions à revenus variables pour espérer des plus-values ; mais au contraire des papiers à revenus fixes : des fonds d'États étrangers, des emprunts de municipalités étrangères, des obligations même de Sociétés étrangères. Et tous ces papiers dont le revenu est fixé, mais pas garanti, sont incapables de plus-values par leur propre nature. Ils représentent toujours leur maximum d'avantages au moment précis de l'achat. C'est donc une manifestation évidente de notre intention de conserver seulement et de grignoter sur le revenu limité et toujours modeste de ces placements. Ainsi nous acceptons de courir des risques de diminution de notre avoir, puisqu'il n'y a aucune raison de possibilité de plus-value, à des taux de famine ! C'est ce que disent les chiffres de tous les jours pour cette catégorie de placements, et l'expérience de tous les temps.

Si donc les banques ont vendu du crédit, des actions à revenus variables, cela démontrera que notre volonté était pour l'activité qui avance, qui acquiert. Si, au contraire, elles ont vendu des papiers à revenus fixes, de quelque nature que ce soit, c'est que nous avons accepté de vivre chichement et dans la peur du risque. Il est impossible de conclure différemment.

Les valeurs mobilières négociables au marché officiel de la Bourse de Paris représentent les ventes faites par les banques nécessairement. Ce sont les papiers placés par leurs soins dans les portefeuilles français, mais avec notre propre assentiment, ne l'oublions pas. La composition de ces valeurs nous donnera une indication très précise sur nos préférences en manière de placements. En voici le résumé, d'après M. A. Neymarek, pour l'année 1912 par exemple :

Valeurs françaises	Fr.	70.105.000.000	ou 42,27 0/0
Valeurs étrangères.		72.094.000.000	ou 57,73 0/0

Et de quelle nature sont ces placements ? Car toute la question est là. Ceux qui représentent des Sociétés de production de denrées, de matières nécessaires aux industries ou qui fabriquent elles-mêmes des produits sont susceptibles de donner des plus-values en revenu ou en accroissement de valeur pour leurs actions. Ce sont les placements à revenus variables. Et ces placements-là ne sont autres que des instruments de crédit mis à la disposition des Sociétés constituées pour agir par la force de ce crédit. Tandis qu'au contraire, si ces placements s'entendent en fonds d'État dont les revenus sont fixés et dont les possibilités de plus-values en valeur ne peuvent exister, puisqu'il ne s'agit d'aucune création effective en produit quelconque, ils ne représentent pas du crédit pour agir, mais tout simplement des moyens pour combler des déficits ou parer aux besoins mécaniques de l'existence de ces États.

Les premiers signifient les placements pour avancer et acquérir. Ils représentent l'action qui attaque les difficultés, qui s'inquiète de la qualité personnelle, qui paie

l'énergie et le prestige de l'homme d'action pour limiter ses risques et grandir ses profits. Et les seconds résumant l'indifférence pour les personnalités et la marche des événements. Ils signifient l'inertie peureuse en face des risques et la satisfaction pour la médiocrité qui en est la conséquence. Voyons où sont allées nos préférences :

Valeurs à revenus fixes.	78,79 0/0
Valeurs à revenus variables.	21,21 0/0

La réponse est claire, n'est-ce pas? Mais il faut rechercher en plus si cette peur du risque est bien exempte d'aléa? Car nos critiques seraient injustes si notre préférence pour la sécurité a pu être limitée à la seule médiocrité du revenu. Il ne peut être question de conseiller la préférence des risques pour assurer un surplus de jouissance ou simplement de confortable dans la vie. Non, non, nous avons une conception plus haute de l'existence. Nous voulons dire tout simplement et clairement que notre manière d'éviter les risques a produit le contraire toujours, et cela fatalement, puisque les possibilités de gain n'existent pas pour balancer les moins-values inévitables, certaines. C'est au lot des risques que nous donnons la préférence, comme les chiffres le prouvent d'ailleurs :

	Millions de francs.	
	Capital nominal.	Capital au cours 31 décembre 1912.
78,79 0/0 Fonds d'État.	65.386	56.806
21,21 0/0 Valeurs diverses	14.286	15 227
<u>100,00</u>		

Dont les résultats effectifs se résument comme suit :

78,79 0/0 Valeurs à revenus fixes. .	Pertes. 8.580.000.000 francs.
21,21 0/0 Valeurs à revenus variables. Gain.	941.000.000 francs.

C'est le résumé de notre action : agir pour conserver et non pas pour acquérir.

MÉTHODE OPPOSÉE CHEZ NOS CONCURRENTS

Pendant que nos banques encourageaient notre indolence en bourrant nos portefeuilles de valeurs ingrates, leurs concurrentes anglaises, belges, allemandes et autres, organisaient l'action pour acquérir dans leurs pays respectifs. Nous avons critiqué naïvement chez nos amis Anglais leurs fièvres pour les mines, pour les plantations de caoutchouc, leurs cultures de thé, les puits de pétrole, etc. Sans même essayer d'en comprendre la haute signification. Nos amis préparaient les plus-values pendant que nous grignotions dans l'inertie les petits revenus de nos fonds d'États étrangers. Ils se montraient insatiables de ces valeurs coloniales dont nous ignorons même encore les prodigieux succès. Eh oui, un tiers de ces sociétés, la moitié peut-être, sont restées languissantes ou encore infructueuses. Mais la réussite des autres a compensé tous les

insuccès et provoqué des revenus et des plus-values dont nous n'avons aucun exemple sur notre marché.

Les particuliers qui se sont intéressés à la constitution des Sociétés suivantes, et quantités d'autres équivalentes, peuvent supporter tous les risques de la contre-partie moins heureuse :

	Unités.	Capital nominal.	Capital au cours fin Août 1915.	Plus-values, Pourcentages.	Dividendes sur nominal.
	Francs.	Francs.	Francs.	o/o	o/o
Burmah Oil.	25 »	48.101.250	210.883.500	338	55
Linggi plantation	2 50	2.750.000	28.876.000	950	110
Pataling	2 50	562.500	7.335.000	1.204	225
Rand Mines	6 25	13.287.468	211.536.500	1.492	180
Batu Cawes	25 »	675.437	9.623.312	1.324	185
Selangor	2 50	750.000	10.350.000	1.280	162

Les particuliers ont couru des risques et supporté des pertes pour assurer une moyenne très excellente à leurs revenus, c'est entendu. Mais les banques qui ont provoqué, aidé à la constitution de telles Sociétés en ont supporté une part proportionnelle. Et c'est là qu'il convient de considérer la différence entre le fonctionnement des banques étrangères qui restent ainsi les associées et les amies de leurs clients, et celui des nôtres, dont les profits ne peuvent être constitués que par les pertes éprouvées par leurs acheteurs. Comme les charbonnages, elles font un peu métier d'usure, nos banques; puisque leurs manœuvres consistent à concentrer tous les risques sur ceux qui leur font confiance. Leurs profits peuvent être plus sûrs, plus exagérés même que tous ceux de leurs concurrentes étrangères, puisqu'ils ne représentent qu'un impôt sur notre imprévoyance et notre indolence, qui ont été démesurées! Bien qu'il soit pénible de faire montre de l'étendue de nos erreurs, il convient pourtant d'en montrer les conséquences si nous voulons donner du courage à la raison contre nos vieilles habitudes. Et le temps est court, chacun doit le sentir.

Les banques étrangères représentent les bons bergers qui font rarement fortune, parce qu'ils lui sacrifient l'avenir toujours; tandis que les nôtres ont été les mauvais bergers, tout court. En voici la preuve :

Diminution aux Banques Anglaises
Accroissement aux Banques Françaises



VALEUR DES

Au 31 Décembre :	1894	1895	1896	1897	1898	1899
BANQUES FRANÇAISES						
Banque de France.	662,4	638,7	665,7	682,4	682,5	763,7
— de l'Algérie.	38,5	34,0	27,9	27,5	36,5	46,0
— des Pays-Bas.	113,2	113,2	122,2	133,3	144,3	163,5
— Transatlantique.	15,8	16,0	16,0	17,6	17,2	17,0
Compagnie Algérienne.	25,0	29,0	32,7	35,8	38,1	40,5
Comptoir National d'Escompte.	224,0	232,8	228,0	234,4	203,6	246,0
Crédit Industriel et Commercial.	110,4	110,8	116,2	120,4	122,4	125,2
Crédit Lyonnais.	417,5	376,5	381,5	404,5	431,5	498,0
	1.606,8	1.551,0	1.590,2	1.625,9	1.676,1	1.899,9
Société Générale.	377,6	401,6	407,2	424,0	432,8	407,2
	1.984,4	1.952,6	1.997,4	2.049,9	2.108,9	2.307,1
Banque Française Comm. et Indust.	»	»	»	»	»	»
— de l'Union Parisienne.	»	»	»	»	»	»
Crédit Mobilier.	»	»	»	»	»	»
	1.984,4	1.952,6	1.997,4	2.049,9	2.108,9	2.307,1
BANQUES ANGLAISES						
Australasia.	»	»	61,8	66,9	64,3	78,2
British South America.	»	»	32,8	27,7	27,7	25,2
Capital and Counties.	»	»	172,2	172,2	176,7	167,8
Hong Kong.	»	»	127,2	124,2	157,5	178,0
Impérial Ottoman.	»	»	138,5	151,5	138,5	151,5
Lloyds.	»	»	410,7	442,6	505,8	505,8
London and Brazilian.	»	»	56,7	53,6	56,7	56,7
London and Provincial.	»	»	106,0	111,0	106,0	106,0
London and South West.	»	»	477,0	499,8	499,8	560,4
London Joint Stock.	»	»	164,9	169,8	169,8	169,8
National Prov. of England.	»	»	296,0	321,8	379,6	399,0
Parr's Limited.	»	»	556,6	556,6	550,5	532,4
Union of London.	»	»	202,5	208,4	208,4	214,2
	»	»	2.802,9	2.906,1	3.041,3	3.145,2

ACTIONS au cours de fin Décembre.

Millions de Francs

	1900	1901	1902	1903	1904	1905	1906	1907	1908	1909	1910	1911	1912	1913
	711,7	684,3	688,9	690,7	689,8	715,4	726,3	750,0	767,4	786,5	768,3	769,2	812,1	849,5
	44,2	48,0	49,0	62,4	74,9	65,4	63,7	63,7	70,5	82,2	87,2	124,5	151,0	149,9
	162,7	147,6	164,1	170,1	192,0	213,0	243,0	217,5	232,6	269,7	279,0	267,7	259,5	249,0
	17,4	16,2	16,4	16,9	17,3	18,6	19,2	18,6	19,0	20,0	22,8	12,5	11,7	11,7
	36,4	33,1	34,2	37,2	40,0	41,0	46,0	43,5	46,9	56,0	64,0	65,7	78,5	67,5
	234,0	230,4	235,6	244,0	253,2	252,0	277,6	270,4	282,0	317,2	378,0	376,0	400,0	420,8
	120,4	119,0	121,6	124,6	126,8	136,8	134,8	130,0	134,8	148,0	145,4	145,0	141,6	142,0
	556,0	502,8	542,8	573,5	582,5	541,5	600,5	590,0	604,0	689,5	744,0	767,5	792,5	835,0
	1.882,8	1.781,4	1.852,3	1.919,4	1.976,5	1.983,7	2.111,1	2.083,7	2.157,2	2.369,7	2.488,7	2.528,1	2.646,9	2.725,4
	492,0	484,0	496,8	500,8	508,0	500,8	528,8	529,6	533,6	563,2	596,8	656,0	651,2	652,0
	2.374,8	2.265,4	2.349,1	2.420,2	2.484,5	2.484,5	2.639,9	2.613,3	2.690,8	2.932,9	3.085,5	3.184,1	3.198,1	3.377,4
	"	"	52,8	49,4	54,0	57,6	67,6	62,1	59,7	68,1	78,9	74,4	66,2	67,6
	"	"	"	"	75,4	99,3	97,9	82,5	86,7	111,9	136,2	147,9	137,8	122,4
	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	54,8	63,3	60,0	56,5
	2.374,8	2.265,4	2.401,9	2.469,6	2.613,9	2.641,4	2.805,4	2.757,9	2.837,2	3.112,9	3.355,4	3.469,7	3.562,1	3.623,9
	93,4	98,4	99,7	104,7	112,3	114,8	121,2	123,7	133,3	135,0	143,9	141,4	152,7	146,4
	25,2	25,2	25,2	22,7	30,3	35,3	42,9	33,3	42,9	53,0	65,6	63,1	70,7	60,6
	172,2	167,8	172,2	172,2	167,8	172,2	172,2	172,2	172,2	159,0	145,7	128,1	132,4	128,1
	175,6	187,8	187,8	187,8	212,0	275,6	281,7	239,2	245,4	275,6	260,5	242,4	254,5	239,2
	138,5	138,5	164,0	164,0	164,0	164,0	202,0	214,5	227,0	239,5	214,5	214,5	189,0	189,0
	521,5	505,8	521,5	505,8	489,5	505,8	489,5	489,5	505,8	489,5	442,6	442,6	426,3	426,3
	56,7	59,8	53,6	50,5	53,6	66,2	75,7	66,2	75,7	85,1	101,0	101,0	104,1	91,5
	111,0	106,0	106,0	106,0	106,0	106,0	106,0	106,0	106,0	106,0	106,0	111,0	90,8	90,8
	552,9	545,4	552,9	545,4	537,6	530,1	537,6	530,1	545,4	552,9	537,6	537,6	98,4	105,9
	184,9	179,9	184,9	179,9	179,9	174,8	164,9	154,8	154,8	144,9	134,8	124,9	124,9	129,8
	412,0	379,6	373,3	347,5	328,1	270,3	302,4	283,3	289,6	276,6	263,9	263,9	257,5	257,5
	526,0	520,0	520,0	513,9	507,6	526,0	526,0	501,6	532,1	262,9	244,7	238,4	238,4	238,4
	214,2	214,2	225,6	208,4	214,2	214,2	208,4	196,7	202,5	185,3	185,3	179,3	179,3	191,0
	3.184,1	3.125,4	3.186,7	3.108,8	3.102,9	3.155,3	3.230,5	3.113,1	3.233,2	2.965,3	2.846,1	2.788,2	2.319,0	2.294,5

NOTRE POSITION ÉCONOMIQUE

Notre classement dans les résultats que nous avons examinés, est un peu comparable à l'exploitation d'un domaine de bonne qualité. Si le rendement en est mauvais, c'est que les efforts ont manqué ou qu'ils ont été mal dépensés s'ils ont été suffisants. Et le domaine c'est notre pays dans la circonstance, qui est de premier ordre. Le rendement est non pas médiocre, mais il est mauvais puisqu'il est inférieur à celui du voisin dont la terre est moins bien située et de qualité incomparable. Il faut conclure.

Les chiffres prouvent très clairement que le fermier qui cultive notre terre, notre élite d'action, par conséquent, n'a pas su tirer parti du domaine qu'il exploite depuis un demi-siècle et qu'il l'a mis dans le plus fâcheux état. Voilà le fait tout nu.

Comme les circonstances actuelles représentent l'opportunité d'un renouvellement de bail pour ladite terre, il paraît donc opportun pour le propriétaire (nous tous par conséquent) de ne pas renouveler ledit bail dans les mêmes conditions. Car il est possible que le fermier (notre élite d'action) soit satisfait du maigre rendement qu'il a tiré de cette bonne terre. Mais nous, les propriétaires, nous sommes lésés injustement par le mauvais état dans lequel il l'a mise indûment par insuffisance, négligence ou ignorance. Peu importe la raison. La qualité de notre terre est compromise pour un temps, et c'est une perte à notre débit. Voilà la conclusion et aussi la justification de nos critiques sur la gestion du fermier.

Notre élite d'action est responsable, c'est l'évidence même. Mais cela ne peut diminuer en rien la part qui nous revient dans la faute. Il est vraiment pénible de constater que nous ne pouvons mettre en parallèle aucuns faits généraux de notre activité avec les faits correspondants de nos concurrents, sans être humiliés par l'infériorité des chiffres. La conséquence est grave pour notre avenir prochain. C'est pourquoi il faut supporter l'amertume de ce que nous avons avancé et démontré. Oui, nous le répétons. Notre activité s'est limitée à conserver seulement, et à vivre en parasite sur la richesse de notre patrimoine, tandis que tous nos concurrents essayaient d'acquérir. Et beaucoup y ont réussi, comme nous l'avons aussi démontré. Car, si nous avons organisé nos outils, nos moyens, pour retenir seulement et grignoter pour la non-dépense enfin, comment pouvions-nous progresser en organisant le contraire?...

Cette affirmation, que nous martelons à dessein, est grave, et nous le savons bien. Aussi l'éclairons-nous sur toutes ses faces, pour ceux qui voudront être intimement de bonne foi. Il ne s'agit pas d'organiser l'amende honorable publique, qui ferait encore augmenter la perte du temps. Non, la conduite indiquée par les circonstances est plus simple. Écoutons les faits et non plus les mots. Faisons confiance à ceux des nôtres qui auront prouvé de la qualité par des chiffres, mais à ceux-là seuls, et tout ira de soi.

CONCLUSION

Chacun de nous sent mieux la nécessité de la force dans les circonstances tragiques qui nous sont faites par la guerre, mais nous serions dans l'erreur en supposant que les circonstances actuelles produiront d'elles-mêmes le remède à notre infériorité. La guerre, comme toutes les grandes épreuves, peut changer la position des individus, mais ne modifie pas le fond de leur caractère, ni l'obéissance à leurs traditions. Il faut donc voir au contraire ce que demandent les circonstances et en prendre l'initiative, sans délai, sans discussion. Notre position d'avant guerre commande notre avenir malgré nous. Et elle est claire et toute simple cette position économique, puisqu'elle nous montre la cause de sa faiblesse en indiquant le remède avec précision.

Nous sommes faibles parce que nous nous sommes reposés, pendant que les autres, nos voisins et concurrents, osaient dans tous les domaines avec force et continuité. L'ensemble de leurs hommes détenant la puissance acquise et les moyens pour agir se sont mis en avant pour organiser l'émulation parmi les leurs qui possédaient seulement la qualité, et ils en ont fait leurs égaux. Ils ont ainsi créé la force par une communauté d'intérêt entre l'énergie et la puissance.

Les nôtres, moins prévoyants, moins habiles, se sont retranchés dans l'isolement et l'égoïsme, organisant ainsi l'envie parmi la qualité impuissante et la peur du risque dans leurs propres rangs. Ignorer la qualité de l'homme, même à son propre détriment, n'est pas une erreur gratuite, et qui peut se prolonger indéfiniment, mais une faute qui engendre la faiblesse en progression et la division en intensité.

L'insuffisance des désirs et de la qualité pauvre parmi notre élite d'action, a permis l'exagération de l'indolence et de l'inertie dans tous les compartiments de notre activité économique. Les chiffres mettent à jour cette cause exacte et précise de notre infériorité. Nos mauvais prix de revients dans les productions essentielles; l'insuffisance de tous nos moyens de transport, le caractère usurier de nos banques; la pauvreté de notre marine marchande; la mesquinerie de nos vieux outils ne sont que les effets de cette cause dominante de notre faiblesse.

L'indolence peureuse et satisfaite trouve plus agréable d'ignorer même la possibilité de cette réduction des revients. Elle nous répoudra que l'extrême limite en est atteinte. Et cette négation sera la preuve de son impossibilité à résoudre cette question primordiale. Il faut la qualité de l'homme pauvre et surtout la force de ses désirs pour faire reculer la puissance d'inertie qui est organisée en parasite sur les difficultés à vaincre.

Comme nous l'avons dit, nous ne nous sommes jamais inquiétés d'organiser nos qualités et nos énergies individuelles, dont la proportion doit être équivalente à celle de nos voisins et concurrents, sinon supérieure. L'activité ou la lenteur de la progression des Sociétés à capitaux publics, qui sont reconnues comme étant le moyen pratique d'associer équitablement les capitaux et le mérite personnel nous en permettra le contrôle. Ces associations, comme la Société anonyme, par exemple, qui est constituée pour l'organisation de la personnalité et assurer la continuité à une méthode d'action déterminée, devient elle-même ensuite une école pour de nouveaux chefs. C'est le

contraire pour l'entreprise particulière, dont les vues et l'organisation des moyens dépendent de l'égoïsme plus ou moins court de son unique chef et de sa descendance. Il arrive fort souvent qu'elle devient tout simplement la gérance de ses héritiers. La Société anonyme, ayant une longue durée et étant basée sur le mérite personnel, concentre toute sa prévoyance sur le développement de ses moyens d'action, et non pas sur l'organisation des satisfactions particulières. Elle assure même automatiquement sa fraîcheur par le rajeunissement de son Conseil d'administration, dont le renouvellement obligatoire est l'occasion de faire pénétrer dans son sein les idées neuves et même l'opposition, si son contrepoids est reconnu nécessaire. Tandis que l'entreprise particulière fait l'opposé en organisant la tradition et ses préjugés, même contre la marche des idées étrangères qui dépassent vite les siennes et qu'elle ignore le plus souvent par manque de documentation. Elle attire seulement les courtisans qui savent respecter sa timidité et calmer aussi ses craintes, mais qui vivent sur son patrimoine au lieu d'en augmenter la force ou l'étendue. Même dans l'équipe de ses collaborateurs, l'entreprise particulière se contente du dévouement qui flatte si bien l'indolence et sait respecter toutes ses habitudes, quand la société anonyme encourage l'initiative, provoque l'émulation pour de nouveaux efforts. L'une engendre les timides et les neutres, l'autre, les idées vigoureuses et les hommes déterminés.

Le pays qui aura provoqué le plus grand nombre de sociétés anonymes dans toutes les branches de l'activité de son domaine, est sûr de posséder la meilleure trempe pour ses hommes d'action et les prix les plus bas pour les revients de sa production, soit l'énergie pour l'attaque s'il la désire, ou la durée pour la résistance s'il y est contraint. En toutes circonstances donc, par l'excès de ses moyens, ce pays-là aura toujours la possibilité des meilleurs profits et la certitude de rester le dernier en force pour imposer sa volonté.

Voyons la position de nos Sociétés à capitaux publics, en comparaison de celle de nos amis et alliés anglais qui seront certainement les maîtres du bal en fin d'épreuve.

SOCIÉTÉS PAR ACTIONS

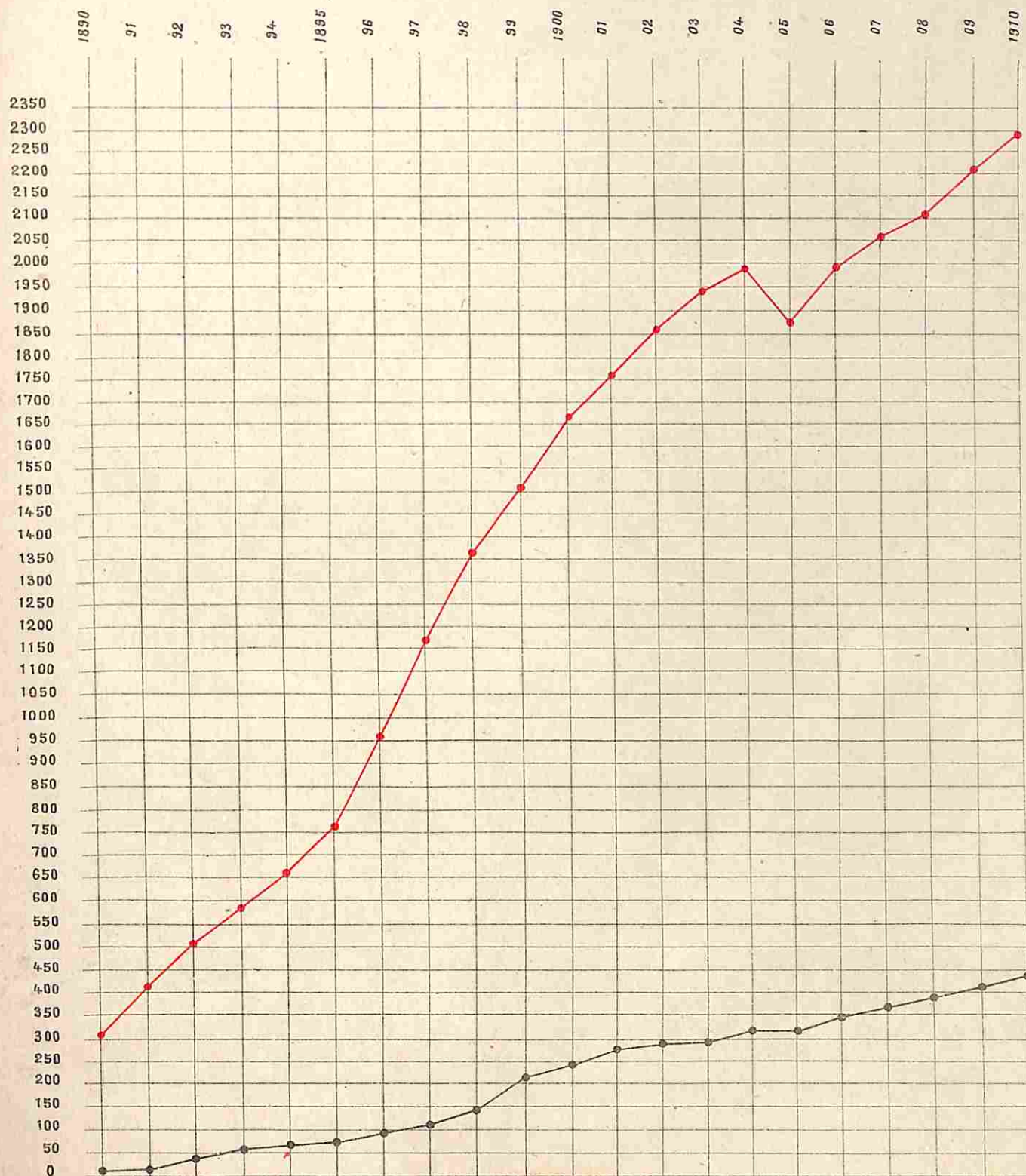
ANNÉE	FRANCE				GRANDE-BRETAGNE			
	NOMBRE	MILLIERS DE FRANCS	PAR HABITANT	Francs.	NOMBRE	MILLIERS DE FRANCS	PAR HABITANT	Francs.
1889	449	449.843	14,9	Progressif.	2.888	5.792.501	166,0	Progressif.
1890	487	427.549	23,2	877.392	2.789	6.028.664	338,8	11.824.465
1891	620	533.925	37,2	1.411.317	2.686	3.390.065	436,0	15.211.230
1892	536	608.249	53,6	2.019.566	2.607	2.610.925	510,8	17.822.455
1893	532	323.856	62,2	2.343.422	2.617	2.440.513	580,8	20.262.668
1894	594	459.377	74,4	2.802.799	2.970	2.997.957	666,7	23.260.625
1895	695	499.629	85,0	3.302.428	3.892	5.842.042	771,2	29.402.667
1896	740	394.854	95,1	3.697.282	4.735	7.815.683	978,3	36.918.360
1897	805	540.172	109,0	4.237.454	5.229	7.350.704	1.173,1	44.269.054
1898	1.085	1.429.049	145,8	5.666.503	5.182	6.875.246	1.355,2	51.144.300
1899	1.291	2.674.449	214,7	8.340.952	4.975	6.209.959	1.519,9	57.354.259
1900	1.138	992.755	240,2	9.333.707	4.966	5.601.431	1.668,3	62.955.390
1901	964	1.266.609	272,9	10.600.316	3.433	3.655.190	1.765,2	66.040.580
1902	919	560.480	287,3	11.160.796	3.596	3.724.375	1.863,9	70.334.955
1903	855	331.524	296,3	11.512.320	4.075	2.918.900	1.941,3	73.255.855
1904	892	458.520	308,1	11.970.840	3.831	2.418.475	1.997,4	75.372.330
1905	1.112	649.857	323,9	12.620.697	4.358	2.742.150	1.884,1	78.414.480
1906	1.111	629.575	340,0	13.250.272	4.840	3.452.634	1.967,4	81.567.114
1907	1.391	1.084.040	367,9	14.334.312	5.265	3.482.000	2.051,4	85.049.114
1908	1.364	636.541	384,2	14.970.853	5.024	2.637.135	2.145,0	87.686.249
1909	1.319	644.567	400,7	15.615.420	6.375	3.576.157	2.201,2	91.262.406
1910	1.678	975.254	425,8	16.590.674	7.184	3.377.618	2.282,7	94.640.024

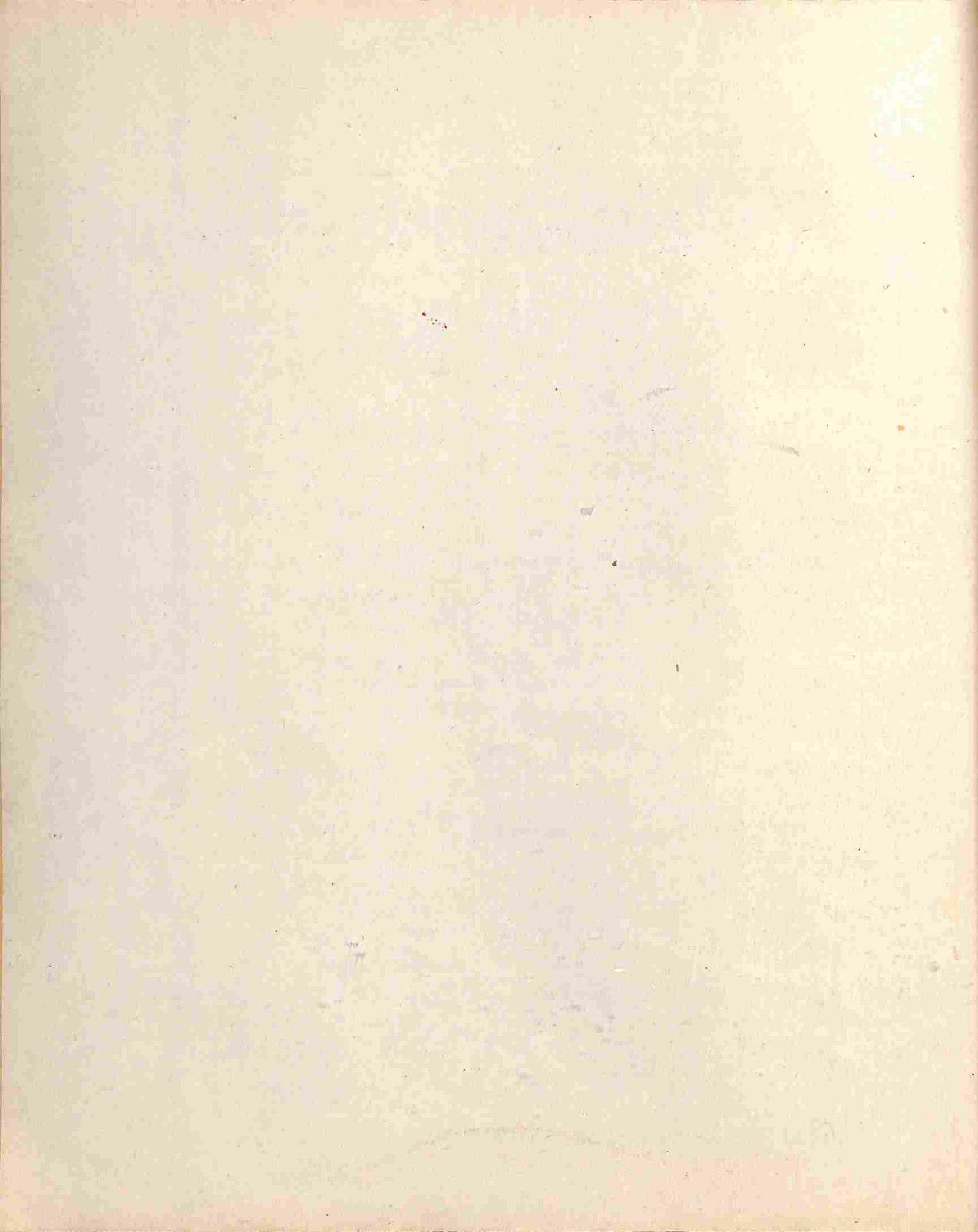
Société par Actions

Montant des Capitaux engagés par habitant

Grande Bretagne

France





Le montant des capitaux engagés dans chacune des sociétés est un peu supérieur pour la moyenne anglaise, qui est 1.012.000 francs contre 809.800 francs pour la moyenne des nôtres. Ce n'est pas l'importance des capitaux dans chacune d'elles qui constitue le principal élément de force pour le pays; mais le plus ou moins grand nombre qui s'y trouve constitué régulièrement. En ramenant donc le total de chaque montant progressif à la parité des populations respectives, nous obtiendrons la proportion comparative des forces économiques des deux pays, soit :

Sociétés créées par 100 habitants.

	ANGLETERRE	FRANCE
1889 à 1900.	107,9	22,79
1889 à 1910.	203,3	51,73

Cette proportion étant obtenue en dehors des capitaux engagés dans les entreprises particulières de chaque pays, qui peuvent être plus nombreuses chez nous qu'en Angleterre; on pourrait objecter qu'elle n'a peut être pas la précision que nous lui attribuons dans l'échelle des forces respectives. Mais l'argument serait gratuit, par le fait même de la question. Car, si la constitution de la société à capitaux publics est basée sur l'organisation du mérite personnel, et que sa continuité d'effort soit assurée pour une durée quasiment indéfinie par des statuts qui sont sa loi, et que l'entreprise particulière, au contraire, reste soumise à l'arbitraire de l'hérédité ou des satisfactions personnelles; il devient superflu de discuter que 94 milliards dépensés conformément à la méthode rationnelle des sociétés, doivent produire des résultats infiniment supérieurs à l'éventualité même d'une somme égale dépensée d'après le bon ou le mauvais vouloir de la supériorité ou de l'insuffisance. Pour maintenir constamment l'équilibre il faut les contrepoids nécessaires. L'entreprise particulière a précisément pour raison d'éviter les forces opposées dans son organisation.

Les différents chiffres et tableaux précédents ont démontré l'insuffisance manifeste de notre effort et sa régularité ininterrompue depuis quarante ans. Ils ont aussi indiqué que la responsabilité de notre faiblesse humiliante, en regard de nos actifs concurrents, incombait toute entière aux hommes qui disposent des moyens financiers et industriels. A notre élite d'action par conséquent. Car ce n'est pas l'éloquence des parleurs ou l'esprit des gazetiers ou encore même la bonne volonté du populaire, qui peuvent faire les bons chiffres. C'est seulement la force produite par la qualité individuelle et l'énergie des moyens qui peuvent comprimer les prix de revients en production et faire les bons résultats généraux et particuliers en toutes circonstances. Comme les vrais responsables de notre infériorité ne sont autres que ceux des nôtres qui ont tenu les moyens d'agir en leur pouvoir; il est impossible de croire à la qualité et à l'énergie qu'ils n'ont pas manifestées ?

Cette conclusion est fort désagréable, mais sa justesse est criée par les chiffres. C'est donc aux chiffres que devront s'adresser les susceptibilités que notre amour-propre ne pourrait contenir. Si les chiffres résistent, comme nous en avons la conviction, il faudra nous mettre à l'œuvre sans discussion. Car, dans les circonstances aussi impérieuses, il

faut aller droit à la force qui peut tout racheter, tout vaincre. C'est le remède le plus exact, le plus simple, qui agit sans phrase et prouve par l'exemple.

Et la force : c'est la qualité individuelle dans toutes les classes, et les revients les meilleurs dans toutes les productions.

RÉSUMÉ

Si nous sommes bien pénétrés de la supériorité acquise par nos voisins avec la profusion des sociétés anonymes, de la leçon de nos propres chiffres et des nécessités qui en sont les conséquences, nous aurons compris qu'il faut organiser nos qualités individuelles comme nous le faisons pour toutes nos richesses naturelles. C'est la force qui nous donnera la clef pour toutes les solutions.

Des règlements et même des lois ne peuvent provoquer la qualité de l'homme qui s'ignore fort souvent lui-même; ni comprimer des revients en production sur lesquels se trouve concentrée tant d'inertie intéressée.

Nous savons non moins bien qu'un éclair d'intelligence et même de génie reste gratuit en affaires, s'il n'est organisé en continuité. Et que les meilleurs esprits même ont besoin de réfléchir avant de changer d'opinion.

Il faut donc envisager un plan de campagne qui ne soit pas une improvisation, mais l'application d'une intention en continuité, en intensité même. Un plan tout simple. Un plan où tout sera basé sur l'effort têtue, obstiné, à outrance; et avec le respect de tous les droits.

Son aboutissement est clair et précis :

Organisation des possibilités pour diminuer le prix de nos revients en production.

C'est pour répondre à cette nécessité que nous proposons la création d'un

ÉTAT-MAJOR ÉCONOMIQUE

ET D'UN

MINISTÈRE DE LA PRODUCTION

L'agriculture, l'industrie, le commerce, avec leurs personnels et leurs outils, ne représentent-ils pas une armée, une armée qui lutte tous les jours à l'intérieur pour produire et au dehors pour vendre la production? Pour toute cette armée, le but ou le moyen, c'est donc la production. Et quelle peut être la force dominante de toute production, si ce n'est son meilleur prix de revient?

En dehors et au-dessus des questions politiques, de systèmes ou de personnes, le revient, comme la qualité individuelle, représente aussi la clef pour toutes les situations économiques.

Le bon revient en production équivaut à la force d'une excellente préparation

militaire pour les armées; il permet de prendre l'initiative au lieu de la recevoir des événements, et la force résultant de cette préparation militaire n'est-elle pas en raison précise de la qualité de l'état-major qui en est chargé? Est-ce que nous pourrions croire au succès et combattre avec confiance dans les rangs d'une armée n'ayant pas d'État-Major? C'est pourtant le cas des bataillons de producteurs et de négociants dans une démocratie.

N'ayant aucun empereur, aucun roi pour diriger les études et assurer l'ensemble des opérations stratégiques dans notre domaine économique, comme il en est partout ailleurs, nous devons établir au moins l'égalité des conditions dans la lutte entre nos hommes d'action et leurs concurrents des gouvernements monarchiques.

Nous pouvons faire mieux et plus avec la création d'un État-Major économique, puisque cette autorité restera toujours indépendante des préoccupations spéciales aux pouvoirs publics. Nous organiserons ainsi une concentration d'énergie et de compétence sur chacune des divisions suivantes qui agira avec plus d'activité et plus de précision qu'en aucun autre pays :

- 1° *Les revients de l'énergie industrielle ;*
- 2° *Les revients des matières premières pour toutes productions ;*
- 3° *Les revients en outillage agricole et industriel ;*
- 4° *Les revients des transports par rails, canaux et routes ;*
- 5° *Les revients des transports maritimes ;*
- 6° *Les revients du coton, de la laine et leurs productions ;*
- 7° *L'augmentation de la production de notre main-d'œuvre pour la hausse des salaires ;*
- 8° *L'éducation professionnelle et l'accroissement de la population ;*
- 9° *L'expansion des Sociétés à capitaux publics ;*
- 10° *Les questions douanières et traités commerciaux ;*
- 11° *L'organisation d'une propagande d'action économique ;*
- 12° *L'organisation d'une documentation précise pour l'agriculture, l'industrie et le commerce.*

Un État-Major économique dans notre démocratie serait prévoyance et résistance contre l'arbitraire ou la faiblesse administrative. Ce serait la constitution d'une volonté capable d'atteindre des buts ou de s'en rapprocher davantage. Ce serait créer une juste union des intérêts nationaux contre leurs concurrences. Ce serait affranchir les affaires des discours qui appauvrissent et les remplacer par les faits qui haussent les salaires et les dividendes. Ce serait limiter l'inertie aux seuls médiocres et tenir la porte grande ouverte pour la volonté, l'ordre et la responsabilité.

IMPRIMERIE CHATX, RUE BERGÈRE, 20, PARIS. — 13538-11-16.

